HISTORIA
magazine
(21)
Hebdomadaire paraissant le mercredi - n° 214 - France 3 F
Belgique 30 FB/Suisse 3 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE



BEN BELLA AU CAIRE

« Pendant que l'insurrection se développait en Algérie, j'organisais avec mes amis de l'extérieur le soutien logistique des opérations. »

HISTORIA
magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les mercredis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*
Adjoints : *Jacques Kohlmann*, *Marie Elbe*
Chef service photo : *François Wittmann*
Adjoint : *Geneviève de Lachaux*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*
Administration : *Christian Clerc*
Maquettiste : *Claude Rebelo*
Dessinateur : *John Batchelor*
Fabrication : *Roger Brimeur*
Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Assistantes : *Chantal de Pinsun*, *Françoise Rose*
Relations publiques : *Claude Bénédick*
Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14ᵉ. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Réf. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE :
61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14ᵉ. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE :
S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.
Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.
RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.
NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements sont pris à partir du n° 194.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48ᵉ numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

Couverture : photo Courrières/Paris-Match



PREMIÈRES TRAHISONS

Yves COURRIÈRE

AVRIL 1956. L'aspirant Maillot déserte et rejoint les rangs de la rébellion. La chasse aux communistes est ouverte en Algérie. Qui dit communiste dit F.L.N., qui dit F.L.N. dit communiste. encore une de ces simplifications dangereuses qui conduisent à l'équivoque.

A la décharge du gouvernement Mollet, qui préside aux destinées de la France, comment pourrait-il savoir que de très difficiles et très orageuses négociations se sont ouvertes entre la direction politique du Front et les représentants du parti communiste algérien? Car les renseignements sur l'ennemi sont rares, fragmentaires et bien souvent erronés.

Les services de police et de renseignements persuadent le ministre résidant Robert Lacoste et le gouvernement de l'alliance F.L.N.-communistes alors qu'elle est loin d'être réalisée et ne verra jamais le jour. Ils persuadent également les autorités de l'influence essentielle de Ben Bella sur la direction de la révolution. Tout le mal vient du Caire, tout est parti de là-bas et, sans l'aide de Nasser, la rébellion du 1ᵉʳ novembre ne serait jamais devenue révolution. Encore une tragique erreur, source de malentendus sans nombre qui ne seront pas étrangers, quelques mois plus tard, à la catastrophique opération de Suez. La réalité est bien différente et la rivalité qui oppose Ben Bella aux hommes qui – sur le terrain – « font » la révolution ne fait que commencer.

Mais, au fond, ces erreurs d'appréciation font l'affaire du gouvernement Mollet, qui doit soigner une France déjà malade de l'Algérie. Il faut brandir l'étendard de la lutte contre le communisme international et faire porter la responsabilité de la rébellion à des épaules étrangères pour « faire avaler » à la France le décret rappelant les classes disponibles, pour arracher des dizaines de milliers d'hommes à leur vie familiale et professionnelle commençante sans provoquer trop de manifestations. D'ailleurs, d'où viennent ces rares manifestations? Des communistes! La boucle est bouclée. Le raisonnement paraît sans faille.

Mais il y a les trouble-fête, les libéraux qui, en France comme en Algérie, réagissent contre les lois d'exception des pouvoirs spéciaux.

Bourgès-Maunoury et Max Lejeune, qui seront les « hommes de l'Algérie » de la IVᵉ République, réagissent vivement.

Y. C.

SOMMAIRE N° 214 :

François Mauriac défendra Barrat, traité par Bourgès-Maunoury de « destructeur installé dans le confort d'une conscience mal informée ».

Pichery


L'EXPRESS

ANDRE MALRAUX

DES FRANÇAIS DANS LE F.L.N.

PARCE QUE, finalement il n'approuvait « rien de ce qui se disait à droite comme à gauche sur l'Algérie », Albert Camus, retiré dans le splendide isolement de son appartement de la rue Madame, à Paris, abandonne sa chronique dans le quotidien *l'Express* (qui redeviendra hebdomadaire le 9 mai 1956).

Il termine sa collaboration à ce jour-

Lacoste : "Mes petits libéraux, si je vous trouve en chemin"

nal sur un article « Remerciements à Mozart », qui s'élève au-dessus de l'engagement immédiat.

A Alger, cependant, le « Comité pour la trêve civile », auquel Camus a apporté la caution de sa célébrité et de son autorité morale, poursuit son action afin d'éviter la cassure définitive entre la communauté européenne et la communauté musulmane. Deux de ses dirigeants, Poncet et Miquel, sont reçus à Alger, le 9 février, par Guy Mollet, mais ils se font éconduire lorsqu'ils demandent à rencontrer de nouveau, un mois plus tard, à Paris, le chef du gouvernement.



Photo Armand Colin



Libres opinions — LES ÉVÉNEMENTS D'AFRIQUE DU NORD

FRANCE, MA PATRIE...

Henri Marrou, professeur à la Sorbonne, donne, dans *le Monde* du 5 avril 1956, sa libre opinion sur les dangers, pour la France, de l'utilisation des pouvoirs spéciaux en Algérie. « Avant qu'on ne soit engagé plus avant dans le cycle infernal du terrorisme et des représailles, il faut que chacun de nous entende au plus profond, au plus sincère de son cœur, le cri de nos pères : « La patrie est en danger ! » C'est le thème que développe Albert Camus dans ses *Chroniques algériennes*.

Les libéraux contre les pouvoirs spéciaux

Une action parallèle à celle du « Comité pour la trêve civile » est menée, en Algérie, par des militants de la gauche et de l'extrême gauche.

Le parti communiste algérien joue, dans ce mouvement, un rôle essentiel. Un appel demandant la reconnaissance du « caractère national du problème algérien » est signé, sur son initiative, par les journalistes d'*Alger républicain* comme l'éditorialiste Isaac Nahori, dit Pierre Laffont, et Nicolas Zanetacci, des notables algériens comme le commandant des sapeurs-pompiers, François Subra, le dirigeant d'un mouvement d'anciens combattants, Marc Yaffil, le leader sportif Charly Bonardi, le conseiller municipal Michel Aguilina, par des professeurs d'Université comme Robert Vargues, Marcel Emrit, René Isnard, par l'écrivain Mouloud Mammeri et par un certain nombre de médecins, d'avocats, d'architectes, d'enseignants, d'étudiants, d'ouvriers et d'employés. C'est à la suite de cet appel que se constitue un « Comité de défense des libertés républicaines », qui siège 41, rue Sadi-Carnot, et qui publie, le 12 mars, son premier hebdomadaire, *Clarté*.



Le leader ▶ syndicaliste Aïssat Idir, qui préside l'U.G.T.A. Ses membres se révéleront vite plus fermés aux thèses du F.L.N. que les Européens de la bourgeoisie pied-noir libérale.

Jeune Afrique



Mouloud ▶ Feraoun, romancier kabyle, qui a écrit *la Terre et le Sang*. Directeur d'une école, il refuse de participer à la commémoration de la prise de Fort-National, en 1870, par les Français.

Éditions du Seuil

Le thème de la « défense des libertés républicaines » est payant, car beaucoup trouvent inquiétants pour les droits des citoyens les lois et décrets d'exception du 17 mars qui ont été promulgués dans le cadre des pouvoirs spéciaux, accordés une semaine plus tôt par l'Assemblée nationale au cabinet Guy Mollet et qui permettent au gouvernement et à son représentant en Algérie, le ministre résidant Robert Lacoste, de contrôler la presse, de réglementer la circulation des personnes et des biens, de décider des assignations à résidence et des expulsions, d'obliger des Algériens « à des réparations pour dommages causés ou aide aux rebelles », ce qui donne une sanction juridique au principe de la responsabilité collective.

Onze organisations de gauche opposées à ces textes (y compris le « Club des Jacobins », dont le leader, Charles Hernu, a été empêché par les ultras de tenir une conférence en Algérie) se groupent en une « Fédération des libéraux d'Algérie » dont la charte constitutive est présentée, le 26 mars 1956, au ministre résidant par une délégation de sept membres comprenant notamment Miquel et l'avocat musulman Chentouf.

Ces sept délégués rendent compte de leur mission, les 28 et 29 mars, à une assemblée générale. Ce qu'ils ont à dire n'est pas rassurant, puisque Lacoste leur a déclaré : « Mes petits amis libéraux, si je vous trouve sur mon chemin, je vous briserai comme les autres. » Le mouvement, cependant, ne se décourage pas et publie, le 10 avril, le premier numéro de son bulletin intérieur, *Libéraux d'Algérie*.

Abane Ramdane et les Européens

Les libertés publiques et les rapports avec les nationalistes algériens sont cependant des questions distinctes. C'est pourquoi un certain nombre de libéraux constituent, le 25 avril, une nouvelle organisation, le « Groupement pour la paix et la négociation ». Ce nouveau rassemblement s'emploie surtout à diffuser des textes d'origines diverses critiquant les opérations de guerre, par exemple les numéros de la revue *Consciences maghribines*, dirigée par André Mandouze, professeur de lettres à l'université d'Alger, le « dossier sur la répression en Algérie » publié le 11 mars par la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire », la déclaration — en date du



Témoignage chrétien

ESPRIT
VINGT - QUATRIÈME ANNÉE
NÉGOCIER EN ALGÉRIE
5

André Mandouze, professeur de lettres à l'université d'Alger. Il dirige la revue *Consciences maghribines* qui diffuse les textes émanant d'associations libérales, comme, notamment, le Groupement pour la paix et la négociation. Le F.L.N. finira par s'en inspirer pour sa propagande. *Ci-dessus,* la revue *Esprit* : « Négocier en Algérie. »

7 avril — des étudiants catholiques africains sur « le droit de l'Algérie à son indépendance », le numéro spécial d'avril de la revue de J.-P. Sartre, *les Temps modernes,* consacré aux problèmes coloniaux, le numéro d'avril de la revue *Esprit* contenant un témoignage critique de Robert Bonnaud sur la « paix des Nemencha ».

Le « Groupement pour la paix et la négociation » fait aussi campagne pour le directeur d'école et écrivain kabyle Mouloud Feraoun, menacé de sanctions administratives pour avoir manifesté son intention de refuser de participer en qualité de chef d'établissement scolaire à la célébration de la prise de Fort-National, en 1870, par les Français.

Le premier numéro de *Libéraux d'Algérie* contient cette profession de foi : « Etre européen libéral, c'est multiplier, sous toutes ses formes et chaque jour, les contacts humains et les confrontations d'idées avec les Algériens d'origine musulmane. Etre musulman libéral, c'est faire de même avec les Algériens d'origine européenne. » L'application de ce principe sur une base assez large facilite la tâche du leader F.L.N. d'Alger, Abane Ramdane, qui, au printemps de 1956, attache une importance de plus en plus grande aux liaisons avec les Européens d'Algérie opposés à la politique officielle d'intensification de l'effort de guerre de l'armée française.

Les " frères " et les " amis ".

Abane établit cependant, à ce propos, une distinction très nette entre les « frères » et les « amis ».

Les « frères », ce sont les Européens qui, dès 1955, se sont engagés, à leurs risques et périls, dans le F.L.N. et qui, de ce fait, doivent être considérés comme des « Algériens à part entière » avec les mêmes devoirs et les mêmes droits que les autres militants. Il range, par exemple, dans cette catégorie l'interne des hôpitaux Pierre Chaulet et sa femme Claudine, dont le pavillon d'habitation à l'entrée de Diar-el-Mahçoul, la cité moderne construite à Alger par Fer-

Gisèle Freund



Jean-Paul Sartre, qui prendra la tête des signataires de manifestes contre la guerre en Algérie et qui ne cachera à aucun moment ses sympathies pour le F.L.N. Il consacre le numéro d'avril de sa revue *les Temps modernes* aux problèmes coloniaux. L'opinion française hostile à la guerre d'Algérie va trouver en Sartre son plus efficace militant. Le 10 avril, va paraître aussi, en Algérie, le bulletin des « libéraux d'Algérie », dont la profession de foi servira de base politique à Abane Ramdane.

les réseaux de soutien : planques, faux papiers, transports, argent, aide médicale

nand Pouillon pour le compte du maire Jacques Chevallier, héberge souvent les principaux leaders de l'insurrection ; le papetier André Galice, conseiller municipal, qui, lui aussi, a transformé son appartement au sixième étage d'un immeuble de la rue Horace-Vernet en quartier général du F.L.N. ; un autre couple — celui des Gauteron — qui habite la même maison, mais au rez-de-chaussée ; l'étudiant en médecine Roche, ami personnel de Chaulet ; l'employée aux services administratifs de l'université, Evelyne Lavalette, amie d'Eliane Gauteron...

Les « amis », ce sont les hommes de bonne volonté que l'on peut toucher, notamment dans les milieux chrétiens fréquentés par les catholiques comme Chaulet, Galice, Gauteron, et qui se montrent d'autant plus réceptifs qu'ils sont sensibilisés, tout comme les prêtres des « Missions de France » d'Hussein-Dey et de Bab-el-Oued, par la misère de la condition algérienne. Ceux-là, explique Abane, il ne faut pas les « mouiller » trop vite. Il faut leur demander une assistance de plus en plus précise en veillant à ce que chaque service rendu soit considéré comme un test de la valeur de la personne contactée et de la confiance qu'on peut lui accorder.

Très différent du monde catholique est celui des communistes et des communisants ; cet autre grand milieu sociologique européen, au sein duquel le F.L.N. peut trouver des appuis, est traité par Abane de manière spécifique.

Les dirigeants du parti communiste algérien, tels que le docteur Hadjérès, Bachir Hadj Ali, André Moine, André Ruiz, Henri Alleg, forment, à ses yeux, une équipe homogène avec laquelle se négocient globalement la subordination à la stratégie du F.L.N. du maquis dit des « Combattants de la liberté » (celui d'Henri Maillot, de Lucien Guerrab et de Maurice Laban), impliqué en avril dans l'Orléansvillois, et l'adhésion individuelle à l'organisation F.L.N. du groupe chargé par Hadjérès de la fabrication des explosifs. Les simples militants de base et, plus encore, les électeurs du P.C.A., constituent, en revanche, pour Abane toute une masse n'ayant plus les mêmes liens qu'autrefois avec ses anciens leaders et au sein de laquelle le F.L.N. peut maintenant agir directement.

En même temps qu'ils négocient — au domicile discret de Pierre Chaulet — avec le porte-parole du P.C.A., le docteur Hadjérès, Abane et « M. Joseph » — c'est-à-dire Ben Khedda — confient à des adjoints tels qu'Ahmed Ghermoul, Mohamed Drarem, Ali Yahia Abdennour, tous anciens syndicalistes, la mission de recruter de nouveaux partisans parmi les ouvriers européens — et surtout les plus pauvres — jusque-là influencés par les communistes.

Abane croit d'abord que la récente création (en février) d'une puissante centrale syndicale — l'Union générale des travailleurs algériens — dirigée par Aïssat Idir et d'obédience nationaliste facilitera la réalisation de cette tâche, mais il ne tardera pas à s'apercevoir que la plupart des prolétaires européens ont des réflexes de « petits Blancs » rendant le dialogue avec eux plus difficile que celui que le F.L.N. peut nouer avec les pieds-noirs de la bourgeoisie éclairée (membres des professions libérales, enseignants, étudiants).

C'est cette constatation qui amène la direction du F.L.N. à adresser aux « intellectuels français d'Algérie honnêtes » un appel particulier pour leur demander de « rejoindre la cause de l'indépendance et de la défendre ».

Les Algériens qui s'occupent de diffuser le tract contenant cet appel sont ceux qui ont noué d'étroits contacts avec les libéraux européens à l'occasion du projet de « trêve civile » : Chentouf, Amar Ouzegane, Mohamed Lebjaoui, Boualem Moussaoui. C'est surtout grâce à eux que se créent, en milieu européen, de « petits réseaux de soutien » qui apportent au F.L.N. une aide multiforme.

◀ Le P. Augros, des Missions de France, soupçonné d'avoir apporté une aide au F.L.N., fut expulsé d'Algérie.

Photo Arsène


Cette semaine : La tentation du Front Pop

Suivez le guide

Ronds de jambes

VENDREDI 3 FEVRIER 1956 - N° 604

Témoignage C

VÉRITÉ. JUSTICE. QUOI QU'IL E

49, rue du Fg Poissonnière, PARIS (9e)

Tél. TAI. 97-04 - C.C.P. 5035-90

Premier objectif du nouveau gouv

LA PAIX EN AL

LE CONCILIATEUR ?

Avec ou malgré la France ?

Il n'y a plus un instant à perdre

Le fétiche est toujours debout

LA PHOTO DE LA SEMAINE

Réseaux de soutien

Une telle aide se révèle précieuse dans les six domaines qui attiraient particulièrement Abane : les *planques,* celles de Chaulet, Galice, Gauteron sont des modèles du genre, mais elles ne suffisent pas ; les *boîtes aux lettres,* pour l'acheminement du courrier adressé aux différents responsables d'une organisation strictement cloisonnée ; les *faux papiers,* indispensables surtout depuis que la multiplication des contrôles a accompagné, à Alger, l'établissement du couvre-feu entre minuit et 5 heures ; les *transports* (un Algérien passe mieux les barrages à bord d'une voiture conduite par un Européen) ; l'*assistance médicale* aux malades et blessés de l'A.L.N. (le problème devient de plus en plus crucial au fur et à mesure que les autorités administratives françaises exercent un contrôle plus serré sur la distribution et la


laire : mais lequel ?

Prix : 30 francs

La J.O.C. révèle : 31 % des jeunes n'ont pas appris de métier

étien

ement :

ÉRIE

et 7 % sont chômeurs !

M. Guy MOLLET à l'épreuve du gouvernement

Editorial

L'engrenage de l'antisémitisme

◄ *Témoignage chrétien,* qui mêla sa voix au concert des journaux qui protestèrent contre les méthodes de répression pratiquées.


Au cours ► d'un cocktail organisé par *Témoignage chrétien,* François Mauriac rencontre Alfred Michelin.

Témoignage chrétien


Témoignage chrétien

Robert Barrat. Bourgès-Maunoury l'attaquera et Mauriac prendra sa défense dans *l'Express,* au nom du respect de l'honneur et de la liberté de l'esprit. ▼

vente des médicaments) ; l'*aide bancaire* (« Nos collectes rapportaient, en moyenne, 500 000 francs par mois, l'hiver dernier ; elles en rapportent, maintenant que le printemps est venu, 30 millions ; nous sommes devenus le puits capitaliste et nous avons besoin de conseillers financiers », dit Abane Ramdane).

Les « réseaux de soutien européens » travaillent, pendant des semaines, sans ennuis majeurs, car Abane, qui a l'habitude du travail clandestin, veille à ce que les règles de sécurité soient strictement respectées.

Les premières actions des autorités contre les amis du F.L.N. sont, en fait, des opérations politiques autant que policières, car elles visent des personnalités qui aident surtout le F.L.N. par leurs discours et leurs articles. Une sorte de « guérilla policière » est menée contre elles, en France, au printemps de 1956, par les ministres les plus décidés à une défense intransigeante de l'« Algérie française » : Maurice Bourgès-Maunoury et Max Lejeune, mais Guy Mollet doit tenir compte aussi des réactions de l'opinion et de l'intelligentsia de gauche, ainsi que des tendances de ses ministres les plus libéraux — Pineau (Affaires étrangères), Defferre (France d'outre-mer), Savary (Affaires tunisiennes et marocaines), si bien que les interventions spectaculaires de la police ne sont pas suivies, en général, de poursuites judiciaires effectives.

La D.S.T. se présente, le 31 mars, au domicile de tous les membres du comité de rédaction de *France-Observateur* et arrête le directeur de cet hebdomadaire, Claude Bourdet, inculpé, à la demande du ministre de la Défense nationale, Bourgès-Maunoury, d'« entreprise de démoralisation de l'armée » pour un article publié le 29 mars sous le titre « Disponibles, quel sursis ? ». L'émotion est grande, et Bourdet sera très vite remis en liberté provisoire.

Auteur d'un autre article paru dans *le Monde* du 5 avril sous le titre « France, ma patrie » et dénonçant la mise en œuvre de la responsabilité collective à l'encontre des Algériens, le professeur en Sorbonne Henri Marrou reçoit, lui aussi, la visite de la D.S.T., qui perquisitionne chez lui, et il est inculpé, ainsi que le journaliste de *Témoignage chrétien,* Robert Barrat, qui a publié des articles dans le même sens. Maurice Bourgès-Maunoury ayant qualifié ce dernier de « destructeur installé dans le confort d'une conscience peu informée », François Mauriac répond à cette accusation dans *l'Express* du 20 avril. Il écrit : « Ce qui a été insulté en Bourdet, Marrou, Barrat, c'est précisément ce que les musulmans, en Afrique du Nord, honorent dans notre nation : le respect de l'honneur et la liberté de l'esprit. »

Police et intelligentsia

Bourdet, Marrou et Barrat sont des amis d'André Mandouze, qui sera le quatrième intellectuel chrétien à être inculpé (le 27 mai) après une perquisition de la D.S.T. à son domicile.

Toutes ces affaires, qui font grand bruit à Paris, divisent l'opinion publique.

En Algérie, les opérations que la police mène dans les milieux européens, soupçonnés de « collusion avec le F.L.N. » sont à la fois plus discrètes et plus nombreuses. La D.S.T. arrête, par ►

3 religieux de Souk-Ahras sont expulsés

exemple, le 22 mars, l'inspecteur des contributions Locussol, ancien condisciple d'Abane au collège de Blida et militant communiste, et, au début d'avril, le directeur d'imprimerie Molina, suspecté d'avoir imprimé des journaux clandestins. Molina sera libéré au bout de huit jours.

Le 14 avril, la police de Constantine accuse trois prêtres de la « Mission de France » à Souk-Ahras, le R. P. Augros et ses vicaires Mahet et Kerlan, d'avoir fourni des médicaments à des rebelles F.L.N. de la wilaya 2. Bien que ces ecclésiastiques protestent de leur innocence, le préfet prend à leur encontre un arrêté d'expulsion. L'évêque de Constantine, Mgr Pinier, et le cardinal Liénart, prélat de la « Mission de France », interviennent en leur faveur, mais Robert Lacoste maintient la mesure en déclarant : « Je ne me laisserai pas tourner à gauche par les curés. » (1956).

La chasse aux sorcières

Au mois de mai, plusieurs Européens libéraux sont expulsés d'Algérie et l'un des animateurs du « Comité pour la trêve civile », le directeur de musée Jean de Maisonseul, est arrêté à son tour pour action pro-F.L.N. Albert Camus intervient alors, dans les colonnes du *Monde*, pour défendre son ami (qui obtiendra un non-lieu le 10 juillet 1957).

Un autre animateur — musulman — du « Comité de la trêve civile » est arrêté à la même époque. Cette fois, la prise est importante, car il s'agit de Boualem Moussaoui, qui travaille en étroite liaison avec Ouzegane et Lebjaoui, dans l'entourage immédiat d'Abane. L'activité du groupe communiste pro-F.L.N. constitué par les frères Mayer, Daniel Timsit, Georges Sanadja, est découverte, le 6 mai, lorsqu'un engin a explosé dans le bureau du docteur Timsit à l'hôpital de Mustapha.

Les policiers d'Alger arrêtent, enfin, le leader syndicaliste Aïssat Idir et le chef des groupes de choc F.L.N. de Belcourt, Mostefa Fettal.

La D.S.T. et la P.R.G. commencent à avoir, dès lors, pour la première fois, une idée assez précise de l'organisation du F.L.N. dans la capitale et des « réseaux de soutien » européens qui s'articulent sur elle. Le mois de mai constitue, à cet égard, un tournant.

A partir de ce mois, les « réseaux de soutien » sont sur la défensive et ils seront ensuite traqués, puis démantelés dans les derniers mois de 1956 et les premiers mois de l'année 1957. H

Jean FINOIS



RĒBELLION : U





Coll. Courrière



C'EST le 16 mars 1956 qu'Alger découvrit la guerre. A 0 h 45, dans la nuit du 15 au 16 mars, la ville européenne avait subi ses premiers attentats depuis le 1er novembre 1954. Cinq garages, dont deux des plus importants dépôts d'autobus et de tramways de la R.S.T.A., avaient été attaqués par des commandos terroristes. Dans quatre garages les dégâts avaient été insignifiants. Seul, le Garage des Facultés, situé en plein centre d'Alger, près du carrefour Michelet, boulevard Saint-Saëns, avait entièrement brûlé.

Les pompiers avaient fait évacuer à

◀ *De haut en bas :* **Krim Belkacem, Larbi Ben M'Hidi et Abane Ramdane. Au « congrès de la Soummam », leur thèse va prévaloir : la primauté des maquis sur les « palaces », des civils sur les militaires et... des Kabyles sur les Arabes.**

A Alger, la cité de Diar-el-Mahçoul (la promesse tenue), et plus précisément, l'appartement du Dr Chaulet *(photo ci-dessous)*, où Abane Ramdane, alors responsable politique d'Alger, va trouver, le 6 avril 1956, un refuge discret et paisible. Pour passer inaperçu, il prendra l'allure d'un bourgeois rondouillard, portant, dans cette matinée dominicale, un paquet de gâteaux. Sous le papier des petits fours, Abane dissimule plusieurs documents, notamment les grandes lignes du projet concernant le « congrès de la Soummam », qui fera de lui, à partir du 20 août 1956, le chef incontestable, sinon incontesté de la rébellion algérienne. Pierre Chaulet, un des premiers Français à être venus au F.L.N., précisera aux dirigeants du Front : « Nous ne venons pas en aide au F.L.N., nous sommes algériens comme vous. Notre patrie, c'est l'Algérie. »



Egret

N SCHISME AU SOMMET

la hâte cent cinquante locataires des immeubles voisins, qui étaient devenus, en quelques minutes, les spectateurs hébétés de la première action terroriste commise à Alger depuis le déclenchement de la révolution.

Malgré le demi-échec de cette série d'attentats, l'impact psychologique sur la population avait été énorme. Dès le 16 mars le ministre résidant Robert Lacoste avait instauré le couvre-feu de minuit à 5 heures. Alger prit alors son visage de guerre : patrouilles, contrôles d'identité, fouille des sacs et des couffins musulmans. Le couvre-feu décrété ce 16 mars 1956 ne devait être levé que six ans plus tard, en juin 1962, à la fin des combats entre l'O.A.S., le F.L.N. et les forces françaises !

Ces attentats étaient l'œuvre des commandos terroristes de Bouchafa, Fettal, Yacef Saadi et Ali la Pointe. C'est Ouamrane, responsable militaire du F.L.N. dans la zone algéroise (elle ne prendra le nom de wilaya 4 qu'après le congrès de la Soummam), qui avait ordonné à Yacef Saadi cette « action d'importance destinée à affoler tout Alger sans faire de victimes civiles ». Le but était atteint.

Le refuge de Diar-el-Mahçoul

Abane Ramdane, chef politique du F.L.N. dans la capitale de l'Algérie, s'était rendu à contrecœur aux arguments des partisans de la violence. Il avait tant de problèmes à régler qu'il aurait mieux aimé préparer dans le calme le plus complet la réorganisation générale du F.L.N. et de l'A.L.N. L'unification de l'action d'un Front qu'il jugeait trop anarchique lui semblait la tâche la plus urgente si l'on voulait parvenir à un résultat positif. Il avait pourtant cédé aux objurgations des « durs » — Ben M'Hidi en tête — qui soutenaient qu'une action violente, si minime fût-elle, aurait plus de conséquences si elle se déroulait à Alger qu'un accrochage meurtrier réussi dans la Soummam ou à Palestro.

Dans le bled, la nouvelle pouvait être « étouffée » par l'autorité militaire. A Alger, c'était impossible. Les journalistes étaient sans cesse à l'affût. Et les journaux parisiens y entretenaient de multiples correspondants.

Devant les résultats psychologiques obtenus par l'incendie de quelques voitures appartenant à des Européens, Abane avait dû reconnaître que les « durs » n'avaient pas tort, mais la multiplication des patrouilles et des contrôles inopinés l'obligeait à multiplier les précautions.

Le 6 avril, c'est dans une discrète maison accotée à la grande cité de Diar-el-Mahçoul que le responsable politique d'Alger avait trouvé refuge pour étudier dans le calme plusieurs tracts et documents établis sur ses indications par les « intellectuels » du groupe dirigeant ▶



Letellier

quand le projet du congrès de la Soummam circulait sous les petits fours d'Abane

d'Alger : Ouzegane et Lebjaoui. Cette maison appartenait à un jeune couple européen : M. et Mme Chaulet. Pierre Chaulet était un jeune médecin algérois, fils d'un syndicaliste bien connu à Alger. Le docteur et sa femme étaient les tout premiers Européens à apporter leur aide au F.L.N. Ou plutôt étaient les premiers Européens à faire partie du F.L.N. Lorsque Abane les avait rencontrés quelques mois plus tôt, Pierre Chaulet avait précisé :

« Nous ne venons pas en aide au F.L.N. Nous sommes algériens comme vous. Notre sol, notre patrie, c'est l'Algérie. Nous la défendrons avec vous. Nous sommes *du* F.L.N. »

Abane avait compris et les considérait depuis comme faisant partie de ses troupes algéroises. Personne dans la Ville blanche ne se doutait, à l'époque, que des Européens pouvaient faire partie du F.L.N. Lors d'un contrôle ou d'une fouille inopinée, un Européen, par principe, était au-dessus de tout soupçon.

M. et Mme Chaulet apportaient ainsi une aide extraordinaire aux dirigeants algérois du Front. Transport de tracts, de valises d'armes, achat de ronéo, imprimerie en tout genre, hébergement de militants recherchés, telles étaient les principales tâches dévolues au jeune couple européen. En outre, la vieille 2 CV du médecin servait très souvent à transporter Krim et Ouamrane dans leurs fréquents déplacements entre la Kabylie et Alger.

Les armes de Maillot

Lorsque, le 6 avril 1956, Abane Ramdane, un carton de gâteaux à la main, se présenta chez le Dr Chaulet, le médecin était absent. En revanche, Abane trouva dans le logement un jeune Algérien surexcité par la nouvelle de la désertion de l'aspirant Maillot. Ignorant la véritable personnalité d'Abane, ce jeune homme commenta très vivement l'énorme titre qui barrait la « une » de *l'Echo d'Alger*. « Une nouvelle affaire de trahison communiste, titrait le journal. C'est Maillot, membre notoire du P.C.A. (parti communiste algérien), qui a livré aux rebelles un chargement d'armes. »

« C'est formidable ! dit le jeune homme, avec toutes ces armes, on va pouvoir se battre. C'est maintenant que tout commence ! »

Agacé par la présence de ce jeune « trublion », Abane n'entra point dans la conversation « nationaliste » que celui-ci rêvait visiblement d'engager. « Chaulet commet des imprudences », pensa le chef politique.

Mais pour ne pas braquer le jeune homme, Abane le laissa parler d'abondance et finit par être amusé par sa faconde et sa joie.

Chaulet arriva enfin. Le médecin attira son chef dans une pièce voisine.

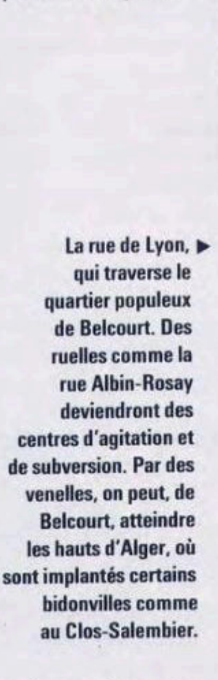
« Excusez-moi, mais si je n'avais pas recueilli ce gosse qui est recherché, il risquait fort de se faire prendre par la police. Il n'a aucune habitude de la clandestinité. Je lui ai trouvé un autre refuge. Je l'emmène. Cette fois, la maison est à vous. Et au calme ! »

Lorsque son hôte, flanqué de son « invité », eut quitté la maison, Abane déballa avec précaution les gâteaux contenus dans le carton. Sous la dentelle de papier, au fond de la boîte, il avait dissimulé les papiers compromettants qu'il transportait. Une des multiples ruses employées pour échapper aux fouilles de plus en plus nombreuses.

Il corrigea d'abord le texte des tracts



◀ Très vite, Alger, en 1956, après la vague des attentats F.L.N., va être pris dans une ceinture de contrôles, sur les hauteurs et aux issues est et ouest de la ville. Grâce à la complicité des réseaux européens de soutien au F.L.N., les chefs de la rébellion pourront se déplacer.



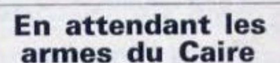
La rue de Lyon, ▶ qui traverse le quartier populeux de Belcourt. Des ruelles comme la rue Albin-Rosay deviendront des centres d'agitation et de subversion. Par des venelles, on peut, de Belcourt, atteindre les hauts d'Alger, où sont implantés certains bidonvilles comme au Clos-Salembier.

Associated Press

établis par Amar Ouzegane, puis, sa tâche terminée, examina avec attention les projets d'une plate-forme politique dont Mohamed Lebjaoui avait tracé les grandes lignes après de nombreuses séances de travail en commun.

En accord avec Krim Belkacem, Abane Ramdane avait décidé de réunir au sein d'un congrès qui se tiendrait quelque part dans le djebel, au cours de l'été, les chefs de toutes les régions, des représentants de l' « extérieur » et ceux d'Alger pour définir les buts de la lutte de libération nationale.

Le grand projet d'Abane était la mise au point d'une plate-forme politique sérieuse et détaillée qui servirait de colonne vertébrale au F.L.N. Celui-ci, depuis le début de la révolution, ne disposait que de la plate-forme sommaire du 1er novembre 1954 établie par les six « fils de la Toussaint ». Dix-huit mois après le déclenchement, seul Krim restait en liberté en Algérie. Didouche était mort, Bitat en prison, Ben M'Hidi et Boudiaf étaient au Caire, et l'on n'avait aucune nouvelle de Ben Boulaïd depuis son évasion de la prison de Constantine. Il était temps de développer les bases politiques du mouvement, d'unifier les actions trop souvent anarchiques des chefs régionaux et surtout de confier la direction de la révolution à des hommes responsables. Il était évident qu'Abane serait l'un d'eux. Il se sentait assez fort pour imposer aux chefs locaux les idées politiques qu'il « peaufinait » depuis si longtemps. Restaient les hommes du Caire... et surtout Ben Bella.



En attendant les armes du Caire

A 2 800 kilomètres de distance, Abane entretenait avec Ben Bella des rapports de plus en plus tendus. Après le 20 août 1955, les contacts avaient été rétablis entre les régions, entre Alger et l'extérieur. Abane, dont le rôle de coordination avait été admis par tous, avait alors émis des doutes sur la « représentativité de ceux de l'extérieur ». Pour lui, ce n'était que sur place que l'on se faisait une idée véritable de la révolution et non à l'extérieur. Outrés de ne recevoir aucune arme du Caire, tâche dévolue à Ben Bella, Abane et Ouamrane avaient envoyé une lettre extrêmement violente aux « frères » du Caire.

« Ben Bella, Khider et Aït Ahmed ▶



Match/André Lefebvre

◀ Ben Youssef Ben Khedda. Modéré au départ, puis emprisonné après la chasse au M.T.L.D., en novembre 1954, il passe au F.L.N., comme Ferhat Abbas. Devenu un membre très important du Front, après le « congrès de la Soummam », il reste à Alger, « planqué » chez des Européens, et souvent en plein cœur de la ville.


Dimka-Swetchine

◀ **Et, peu à peu, la ville européenne abrita, sans le savoir, ceux qui téléguidaient les attentats. Nul ne s'en douta jusqu'à l'arrivée des parachutistes, qui dénichèrent les réseaux de soutien.**

Ouamrane "pique une colère contre Ben Bella et tous "ces révolutionnaires de palaces"

nous avaient promis armes et finances, me dira Ouamrane, encore indigné, dix ans après, et au bout d'un an et demi on n'avait rien reçu ! Qu'est-ce qu'ils foutaient là-bas, ces révolutionnaires de palace ? »

Le mot célèbre — qui sera repris par la propagande française et les services d'action psychologique — avait été lâché au début d'avril 1956. Devant le silence opposé à trois lettres d'appel au secours, Abane, fou de rage, avait envoyé au Caire le Dr Lamine Debaghine avec carte blanche pour superviser le travail de l'équipe F.L.N.

En préparant les grandes lignes du congrès qui serait sa « chose », Abane se promit de mettre les responsables de l'extérieur en accusation et ainsi d'éliminer Ben Bella, qui, aidé par la publicité que lui faisaient les Français, persuadés que « tout le mal venait du Caire », et par le soutien verbal mais efficace que lui apportait Nasser, s'érigeait en chef unique de la révolution. « Un chef qui n'est même pas capable de nous envoyer des armes et de l'argent ! » maugréait Abane.

Les chefs de l'intérieur — ceux qui se battaient sur le terrain — partageaient sans exception l'opinion d'Abane sur Ben Bella, mais ils ne voulaient à aucun prix que le chef politique algérois s'érigeât en justicier. Encore moins en remplaçant.

Abane Ramdane comptait sur sa culture politique et sur l'aide que lui apporterait Ben M'Hidi, qui devait rejoindre Alger quelques jours plus tard, pour triompher de son « ennemi » du Caire.

Abane s'était tout de suite entendu avec Ben M'Hidi qui, comme lui, possédait un bagage politique bien supérieur à celui des « colonels » Krim, Zighout ou Ouamrane. Et pourtant les deux hommes étaient bien différents. Autant Abane était fort, violent, caustique, expéditif, exclusif dans ses jugements et ses décisions, autant Ben M'Hidi était calme, tranquille, apaisant, réfléchi. Ce qui ne l'empêchait pas de faire admettre — comme on l'a vu — des décisions parfois violentes, comme celle d'appliquer la technique du terrorisme urbain à Alger.

Le 6 avril 1956, vers 18 heures, quand il replaça ses papiers dans le carton à gâteaux, Abane avait tracé les grandes lignes de la réunion qui devait préparer le congrès, réunion qu'il tiendrait quelques jours plus tard en compagnie de Krim, Ouamrane, Ben Khedda, Saad Dahlab et Ben M'Hidi. Ces grandes lignes étaient les suivantes :

1) Nécessité d'une réunion générale avant le congrès, permettant un dialogue fructueux sur les méthodes d'organisation du F.L.N. Chaque chef, sortant de son cadre habituel, sera amené à se pencher sur les difficultés des autres ;

2) Nécessité d'examiner ensemble les différentes sortes de position et les réactions que chacun, dans sa région, devait avoir pour prendre en main la population ;

3) Nécessité d'établir une plate-forme politique commune à cet ensemble de responsables afin que, dans toutes les zones, la pensée du Front puisse être véhiculée de la même manière, avec la même doctrine et les mêmes objectifs ;

4) Nécessité de créer, sur le plan politique et militaire, une unité de commandement ;

5) Nécessité d'établir des frontières entre chaque zone pour éviter des frictions entre chefs locaux.

Pour Abane, enfin, ce congrès serait l'occasion de faire admettre par la majorité des participants la primauté de l'intérieur sur l'extérieur, qui consacrerait l'élimination de Ben Bella dans la course à la direction de la révolution.

La course au pouvoir

Abane comptait beaucoup sur Ben M'Hidi pour l'emporter.

Ce soir du 6 avril 1956, l'officier parachutiste qui fumait une cigarette appuyé à la fenêtre d'une chambre du premier étage de la villa Sesini ne prêta guère attention au petit homme râblé en gabardine, coiffé d'un chapeau mou, qui portait précautionneusement un carton à gâteaux un peu ridicule et qui se dirigeait vers les hauts d'Alger.

Un simple et ridicule carton à gâteaux, mais qui recelait la dynamite la plus dangereuse. Celle des idées. H

Yves COURRIÈRE

PLANS BEAUFRE ET OLIÉ



J.-L. Swiners/Réalités

Un café maure en Kabylie. Des harkis, portant le béret des alpins, et des civils. On joue du banjo, accompagné par les darboukas, sortes de tambours faits d'une gargoulette en terre dont le fond est tendu de peau.

La stratégie d'ensemble arrêtée par Robert Lacoste et le général Lorillot comportait deux expériences intéressantes en Kabylie et dans le Bônois, qui correspondaient bien à la politique annoncée par Guy Mollet dans son discours à l'Assemblée nationale. Ces deux plans visaient à la pacification, mais par des méthodes différentes.

L'importance des djemaas

Le général Olié, qui commandait mon ancienne zone opérationnelle en Kabylie, avait été frappé par l'importance en pays berbère des « conseils d'anciens » (*djemaas*) qui, traditionnellement, gouvernent les tribus et les villages. L'introduction en Kabylie du système arabe des caïds avait été une faute. Il fallait, pensait-il, s'appuyer sur les habitudes démocratiques des Berbères pour les rallier à notre cause. A cet effet, il proposait une réforme municipale reconstituant des communes à la taille du village et de son territoire environnant, les dotant d'un conseil municipal et d'un maire élus. Cette nouvelle administration était aidée dans sa naissance par autant d'officiers S.A.S. (sections administratives spécialisées), titre d'ailleurs saugrenu donné à la génération nouvelle d'officiers des affaires indigènes qu'avait fondée Soustelle et que Lacoste allait considérablement développer.

Naturellement, le général Olié envisageait d'appliquer un programme de développement économique ainsi qu'une action psychologique ; d'autre part, la densité des troupes qu'on lui avait promises (près de 60 000 hommes, là où je n'en avais eu que 12 000) permettait d'espérer que la sécurité des populations pourrait être assurée de façon efficace. C'était donc un plan complet, mais dont l'élément dynamique central ressortissait à la *politique*, pas à une politique générale, portant sur les rapports de l'Algérie ▶

nouvelle muraille de Chine : la ligne Morice

avec la France, mais à une politique locale, permettant d'associer étroitement les populations à leur développement.

Mes conclusions étaient quelque peu différentes. Dans le Bônois, les *djemaas* n'existaient plus depuis longtemps, si tant est qu'elles eussent jamais existé. Les populations, restées très primitives, étaient dominées par deux soucis essentiels : la peur et les moyens d'existence. Il fallait donc assurer leur sécurité en priorité, *puis* pourvoir à leur développement accéléré. Au cours de cette évolution, des personnalités se révéleraient, sur lesquelles on pourrait bâtir l'Algérie nouvelle.

Des zones interdites

En ce qui concerne la *sécurité*, il faut bien avouer qu'en six mois, malgré nos efforts, nos pertes et nos succès, dont témoigne le tableau I ci-après, nous n'avions absolument pas réussi à juguler le terrorisme (*voir tableau II*).

Ce tableau, très parlant, montre que le terrorisme est en progrès. La méthode suivie jusque-là a donc été inefficace.

J'écarte la solution, qui fut prise plus tard, de construire une barrière matérielle le long de la frontière tunisienne et d'évacuer les populations sur une large bande de terrain. Je n'ai pas les moyens de surveiller efficacement cette barrière (de plus de 100 kilomètres). En outre, les forces défensives, là, seraient statiques. D'autre part, il me faudrait déplacer, loger et *nourrir* plus de 100 000 personnes, problème insoluble. Enfin, le terrorisme est déjà sur notre territoire. Fermer la porte ne saurait suffire.

La seule formule possible ne peut reposer que sur la distinction tranchée entre diverses zones où seraient appliquées des politiques différentes.

Dans les zones faiblement peuplées et d'accès difficile, la population, très clairsemée, serait évacuée, rassemblée et prise en charge par nous. Ainsi seraient constituées des *zones interdites* où l'adversaire ne pourrait se ravitailler et où le feu serait ouvert à vue sur tout individu repéré.

Dans les zones riches, importantes politiquement et très peuplées, il faut assurer une protection totale à la population européenne et musulmane. Pour cela, une forte densité d'occupation est nécessaire (une compagnie pour 100 km2 au minimum), ce qui en limite la surface. Dans cette zone, il faut effectuer un contrôle complet de la population (listes, cartes individuelles avec photo, contrôle sévère de la circulation) et réaliser une action intensive de pacification par une série de mesures appropriées : plein emploi par des travaux créateurs de richesse et de développement, salaires convenables, amélioration de l'habitat, organisation de la population par désignation ou élection de responsables, propagande, à l'occasion des marchés, notamment, pour expliquer notre action, organisation de l'autoprotection et de l'autodéfense, éventuellement sanctions individuelles et collectives. Ce sont les *zones de pacification*, où l'on doit aboutir à la renaissance du renseignement, à la remise en place des cadres locaux et à l'organisation de harkas d'autodéfense. Le but à atteindre est d'ordre psychologique. Les moyens à employer doivent être choisis en fonction de leur valeur psychologique. Le rouage essentiel de cette politique devrait être l'amélioration de l'agriculture indigène, dont le rendement est très bas, et la mise en culture des terres privées et domaniales non exploitées. Tout ce programme relève du domaine civil et des officiers S.A.S., qui doivent recevoir les délégations de crédits nécessaires (la lourdeur de notre administration civile devait entraîner dans l'exécution des retards déplorables...). Mais l'armée, en liaison directe avec les officiers S.A.S., doit, par son concours, apporter la sécurité et four-



F.C.A.



◀ Le général Lorillot, au cours du voyage de Guy Mollet dans le Constantinois, en février 1956. Avec Beaufre, il mettra sur pied un plan de « zones ».



Paul Ribeaud

Fin 1956, l'armement des maquis, des forces rebelles se battant effectivement en Algérie est encore disparate. Mais grâce, le plus souvent, à l'aide financière reçue des pays arabes, l'A.L.N. va peu à peu s'équiper. Toutefois, c'est sur des terrains spéciaux, en Tunisie et au Maroc, que les premiers groupes de combat suivront un entraînement militaire rationnel. Il faudra encore des mois ou des années pour que l'A.L.N. devienne une force de combat valable. Elle ne sera d'ailleurs jamais engagée en totalité.



Paul Ribeaud

nir de l'encadrement et des transports.

Dans le reste du pays qui ne serait ni zone interdite ni zone de pacification, un quadrillage allégé assurerait la tranquillité des centres, la présence française et l'amorce d'un système de renseignement. Ces régions constitueraient les *zones d'opérations* où l'ennemi est pourchassé par des patrouilles et des colonnes mobiles, mais où aucune action de pacification n'est envisagée. L'action psychologique y est conduite pour faire ressortir la différence de vie dans les zones d'opérations et dans les zones de pacification.

Grâce à l'appui de Robert Lacoste et à la collaboration confiante du préfet de Bône, M. Ellia, ce programme put recevoir une application initiale tout à fait conforme à la conception. Les renforts qui allaient arriver — notamment les unités de disponibles — devaient mettre à ma disposition quelque 40 000 hommes. J'aurais donc la possibilité d'organiser en zone de pacification la plaine de Bône, celle de Guelma, les environs de Souk-Ahras et d'Ouenza et de mener des opérations dans le reste du pays.

Les résultats ne se firent pas attendre : le terrorisme (*voir tableau II*) fut en régression d'environ 50 % (nombre total d'attentats : mars, 418, avril, 386, mai, 299, juin, 212, juillet, 196). Nos pertes (*voir tableau I*) furent également en régression (mars, 54, avril, 22, mai, 54, juin, 29, juillet, 27). Les armes perdues par nous pendant ces quatre mois n'étaient que 18 ! Dans la même période, nous avions tué, blessé ou capturé 1 099 fellaghas armés (821 pour les six mois précédents) et récupéré 721 armes (contre 674 dans les six mois précédents). La sécurité dans les zones de pacification était devenue absolue. Nous étions dans la bonne voie.

Mais j'allais bientôt devoir quitter le Bônois pour préparer l'expédition de Suez. Mes successeurs auraient d'autres idées, on construirait à la frontière la ligne Morice, renouvelée de la muraille de Chine, et le Bônois ne serait plus qu'une vaste zone d'opérations.

Cependant, l'expérience de la pacification avait été tentée et avait eu sa conséquence logique, qui est de doser convenablement l'effort entre pacification et opérations. C'est ce juste équilibre qui n'a pas été compris le plus souvent. Et c'est là une leçon capitale. H

Général BEAUFRE

I. PERTES AMIES ET ENNEMIES

Pertes amies	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Tués, blessés	25	44	46	48	22	54	**239**
Disparus	–	5	10	5	2	1	23
Déserteurs	14	5	13	19	16	97 (1)	(2) 164
Armes perdues	35	11	42	40	20	117 (3)	265
Pertes ennemies							
HLL tués, blessés et capturés	41	86	75	121	111	387 (4)	**821**
Armes saisies	26	95	105	122	95	231	674
dont de guerre	6	17	24	27	20	139	(5) 233
dont de chasse	20	78	81	95	75	92	441

(1) Dont 77 pour l'affaire de la ferme Argoul (une des principales au cours de cette période). (2) Tous musulmans sauf un. (3) Dont 87 à la ferme Argoul, entièrement récupérées (voir (5). (4) Dont 128 à la ferme Argoul. (5) Dont 106 à la ferme Argoul.
Ce tableau montre que notre activité avait été soutenue et que les résultats avaient été substantiels sans modifier l'évolution générale.

II. LE TERRORISME

Attentats	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Total
Contre l'armée	9 } 12	46 } 61	36 } 90	38 } 91	53 } 136	51 } 120	510
Contre les voies de communication	3	15	54	53	83	69	
Contre les personnes (Européens et musulmans tués, blessés et enlevés)	48	65	37	87	72	88	**397**
Contre les biens	76	44	32	86	92	151	481
Sabotages de poteaux télégraphiques	30	40	21	40	34	59	224
Total des attentats	**166**	**210**	**180**	**304**	**334**	**418**	

Deux mois de tumulte autour du rappel des disponibles

• C'est en mars, aussitôt après le vote des pouvoirs spéciaux, que le gouvernement Guy Mollet prend la décision de mobiliser 200 000 jeunes gens du contingent (classes 1951 à 1954) et de les envoyer en Algérie. 80 000 d'entre eux partiront en mars, 70 000 en avril, 50 000 en mai.

Ces trois rappels de disponibles (12 mars, 13 avril, 9 mai) surprennent et mécontentent de larges secteurs d'une opinion publique qui n'avait pas été préparée à ces décisions.

Ils sont vivement dénoncés, d'autre part, par les petits mouvements d'extrême gauche et par le parti communiste, bien que celui-ci ait voté les pouvoirs spéciaux.

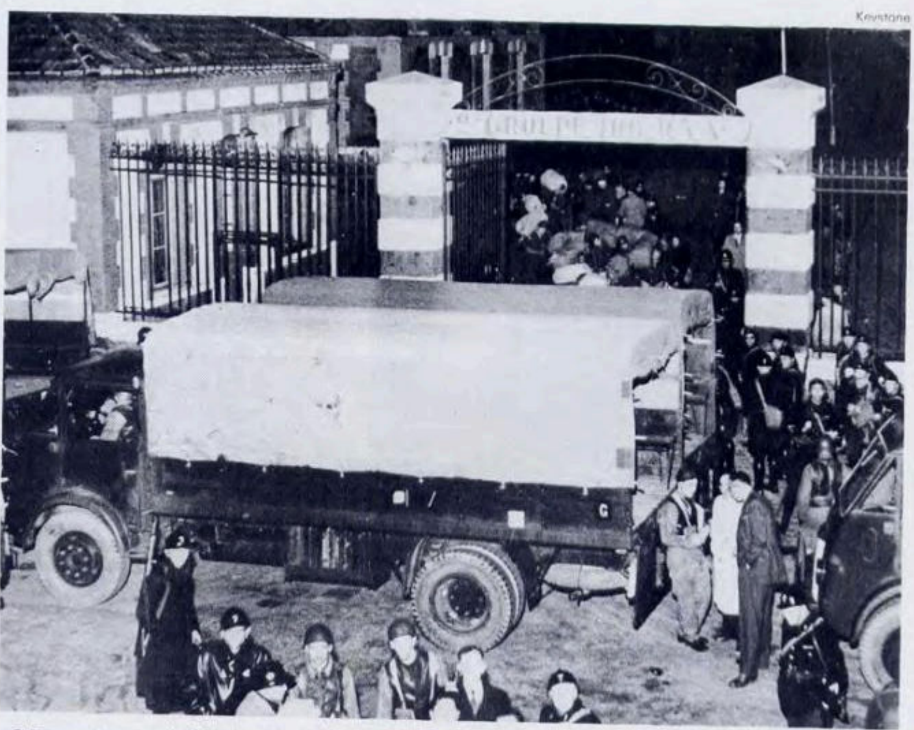
Le P.C. organise contre ces mesures une campagne d'opposition qui durera deux mois et qui prendra trois formes principales : grèves limitées, pétitions, manifestations.

Des débrayages ont lieu, le 13 avril, dans un certain nombre d'usines de la région parisienne, le 16, chez les métallos de Firminy et de Schneider à Saint-Étienne, le 17, à Lyon et à Rouen; enfin, 9 000 mineurs de la Loire et 2 000 mineurs du Gard font, le 9 mai, une grève de vingt-quatre heures.

Les signatures au bas de pétitions contre l'envoi du contingent et pour la paix en Algérie sont surtout recueillies par deux « organisations de masse » du parti, l'Union des femmes françaises (U.F.F.) et l'Union des Jeunesses républicaines de France (U.J.R.F.).

Le 24 mars, 200 000 signatures ont été recueillies dans 43 départements, notamment dans la Seine, les Bouches-du-Rhône et la Haute-Garonne. Une « délégation de femmes » remet, à l'Hôtel Matignon, le 16 avril, les pétitions de la région parisienne, et d'autres se rendent dans les mairies de plusieurs villes de province, notamment Nîmes, Caen et Toulon. Deux journées de délégations sont organisées les 11 et 12 mai.

Les meetings « pour empêcher le départ des rappelés » connaissent un succès inégal. Les plus importants se déroulent à Avignon, Saintes et Oyonnax, le 15 avril. Le 1er mai, à Vincennes (avec un discours de Benoît Frachon, leader de la C.G.T.); à Nîmes, Agen et Guéret; au début de mai, et le 28 mai, à Paris, au mur des Fédérés. A ces démonstrations protestataires s'ajoutent des manifestations de mécontentement — parfois organisées par le P.C., parfois spontanées — des rappelés eux-mêmes : à la base aérienne d'Essey (12 avril), à Sauve dans le Gard (20 avril), à Tarbes, Metz, Saint-Aignan, Brest, Limoges, Poitiers, Évreux, Villeneuve-Saint-Georges, Tours (fin avril), La Rochelle, Besançon, Marseille, Dijon, Lyon, Versailles, Libourne, Ambérieu (début mai), Antibes (23 mai), Le Havre (26 mai), Voiron, Cluses, Vendôme (fin mai). Des C.R.S. interviennent en quelques occasions, par exemple au Mans, le 17 mai, contre des rappelés singulièrement récalcitrants et particulièrement politisés.


Keystone

A Rouen, de graves incidents se produisent lors du rappel des disponibles. Gendarmes et C.R.S. interviennent.


AFP

A Saint-Nazaire, grèves et manifestations. Ici, un défilé se rend à la gare pour s'opposer au départ d'un train.

Les affrontements les plus sérieux ont lieu à Rouen (bagarres dans la caserne en avril), à Grenoble, le 20 mai (une trentaine de blessés légers, 50 arrestations) et à Saint-Nazaire, le 28 mai (20 blessés légers, quelques arrestations).

Quelques scènes tumultueuses se déroulent, d'autre part, dans les gares et dans les trains au moment où des convois de rappelés prennent la direction des ports d'embarquement. Des femmes se couchent sur la voie, à Paris, gare de Lyon (20 avril), d'autres arrêtent un long moment, à Lézignan (Aude), le train qui emmène les rappelés à Marseille (3 mai).

Un train de disponibles en provenance de Metz est bloqué à Bar-le-Duc pendant plusieurs heures, puis à Dijon (22 mai). Un autre, le 26 mai, à Amiens (avec des rappelés qui descendent manifester en ville). Un autre express, le Nice-Bordeaux, à Toulon, également le 26 mai. Des rappelés manifestent, fin mai, contre leur envoi en Algérie dans le train Quimper-Paris, bloqué à Questembert, dans le Morbihan, puis à Vannes.

Dans un train Chambéry-Grenoble, dans un autorail Grenoble-Valence, dans le train Bellegarde-Lyon, dans un train Carcassonne-Narbonne-Béziers-Sète.

Tous ces faits révèlent un certain état d'esprit régnant à l'époque, mais ils ne constituent pas un phénomène politique d'une ampleur décisive, car qu'ils soient pour ou contre leur départ vers l'autre côté de la Méditerranée, les « bidasses » qui endossent l'uniforme ignorent tout, en général, de l'Algérie et de ses problèmes. Les « disponibles » cessent d'ailleurs de protester lorsqu'ils arrivent en Algérie.



Collection particulière

MARS 56 : RAPPEL DES DISPONIBLES

Dans un coin de la Mitidja, le vieux d'une mechta et un enfant se familiarisent avec les nouveaux venus, les rappelés. Ceux-ci apprennent qu'il y a cinquante ans à peine cette plaine-là était un vaste marais, infesté de moustiques. Après l'ère des premiers soldats-laboureurs, des soldats reviennent pour garder les fermes. Ils apprendront, comme le raconte ici un ancien rappelé, à « se mieux connaître » dans le drame qui les lie.

NOTRE compagnie s'installe dans une ferme, au cœur de la Mitidja, entre Alger et Blida. Chemin faisant, nous avons pu admirer la vue splendide que, des hauteurs d'Alger, offrent le port et les magnifiques immeubles qui s'élèvent un peu partout. Par opposition nous avons été surpris de voir tant de fenêtres transformées en séchoirs à linge et, plus encore, de rencontrer des îlots de bidonvilles et de cours des miracles accrochés aux flancs d'une resplendissante cité. Il nous a semblé enfin, par les arrêts fréquents et prolongés que subissait notre colonne pendant la traversée de la ville, que la circulation y posait, comme en métropole, des problèmes assez ardus.

Champs d'orangers, blés tournant déjà au jaune, néfliers, petits villages fleuris

(Suite page 658)



PHILIPPEVILLE





◄ L'Algérie se couvre de cantonnements. Maintenant, ils font partie du paysage. Ici, c'est à Aboutville, en Grande Kabylie.

M. Fritière

chez ce colon-là, la 3e
chercher l'eau avec une

F. Reynaud



(Suite de la page 655)
de géraniums et débordants de soleil nous ont accompagnés pendant les quelque vingt kilomètres de notre trajet. « Il y a cinquante ans, nous dit le chauffeur de car, un Français, qui lit notre étonnement sur nos visages, toute cette région n'était qu'un vaste marais. On ne s'y hasardait pas, par crainte des moustiques et des fièvres. » Le gérant de la ferme devait nous redire à peu près la même chose en insistant sur le mérite et l'efficacité des eucalyptus dans la lutte contre ces fameux moustiques. Il paraît qu'il n'y en a plus, mais je crains fort que le toubib ne prenne prétexte de ce passé récent pour nous obliger à absorber ses pilules, qui ont un goût si amer.

Dans le bled : pas de jour sans attentat

Il est environ 16 heures quand, après un assez long parcours dans un chemin de terre où les cars soulevaient d'invraisemblables nuages de poussière, nous arrivons à la ferme. Celle-ci forme deux îlots principaux, comportant chacun un nombre respectable de bâtiments et il est certain qu'en métropole un ensemble de cette importance serait considéré comme une très grosse exploitation. Un peu partout, entretenus ou poussant naturellement, s'étendent de véritables corbeilles de géraniums, de toute taille et de toute nuance.

— Nous serons bien ici, me dit le maréchal des logis Chemain, qui est arrivé quelques jours plus tôt, avec « le cadre précurseur ». La ferme offre de grosses possibilités et les propriétaires sont heureux de nous voir arriver, car ils ont peur.

— Peur de quoi ? lui demandé-je avec un peu d'humeur. Alger que nous venons de traverser, m'a fait l'impression d'une ville comme Bourges ou Nevers, avec le mouvement et le luxe en plus. Sur la route, nous avons croisé de nombreuses voitures avec, pour beaucoup, une femme seule au volant. Les gens travaillaient dans les champs ; dans tous les villages, il y avait des consommateurs à la terrasse des cafés. Ni les uns ni les autres n'avaient l'air particulièrement effrayés ou inquiets.

— Tu n'as rien compris (on emploie beaucoup cette expression parmi les rappelés), et tous ceux qui arrivent ici, moi comme les autres, ont la même impression que toi. Mais j'ai eu, pendant que nous cherchions les cantonnements pour le bataillon, l'occasion de circuler un peu et aussi de causer avec les civils du village, en particulier les employés de la mairie. Et comme je leur disais à peu près ce que tu viens de me dire, ils m'ont, eux aussi, tous répété la même chose. Quand, dans la journée, on traverse une grande ville comme Alger, on rencontre des gens qui vont à leurs affaires, d'autres qui s'installent à la terrasse des cafés. La vie continue, à peu près comme elle continuait à Paris et ailleurs pendant la guerre et l'occupation, alors qu'on fusillait et torturait à quelques lieues de là. Mais, dès la nuit tombée, les cafés sont fermés, les gens se cloîtrent dans leur maison et la seule circulation qui subsiste est celle des patrouilles militaires et des rondes de police.

» Quand tu arrives dans une ferme un peu isolée, comme celle-ci, c'est bien autre chose. Il ne se passe guère de jour qu'un attentat ne soit commis dans les environs, ou que le feu ne soit mis à une grange ou à une meule. Alors, je te le répète, les gens ont peur. Quand elle a su qu'une compagnie allait s'installer ici, la fille du fermier — tu la verras, une grande pas mal du tout — nous a dit : « Enfin ! je vais pouvoir » mettre mon revolver dans un tiroir » et dormir tranquille. » Le gérant

compagnie sera moins confortable. Pas d'électricité, et il faut aller citerne. C'est un vieux bonhomme, le gérant a une autre ferme à 2 km

◀ La toilette dans les orangers, à l'eau du puits. Dans la plupart des fermes, désormais, des soldats s'installeront. Certains raconteront qu'on leur a refusé un verre d'eau. D'autres, qu'ils buvaient trop de « pinard », un autre épousera la fille du colon. Histoires qui ne sont pas neuves, ni forcément d'Algérie.

Collection particulière



La veillée dans une ▶ « carrée ». On lit, on écrit, on joue aux cartes ou on rêve, sous le regard langoureux de la pin-up de service, collée au mur. Dehors, c'est la nuit, immense, criblée d'étoiles, chargée de dangers, d'alertes. Les rondes se succèdent. Et parfois, c'est l'attaque soudaine.

d'une autre ferme, située à deux kilomètres d'ici, est venu supplier le lieutenant de mettre quelqu'un chez lui. C'est un vieux bonhomme qui est né ici, paraît-il. Il pleurait en demandant ça. C'est la 3e compagnie qui va y aller. Elle sera d'ailleurs moins bien que nous, car l'électricité ne marche pas et il faut aller chercher l'eau avec une citerne.

Il est certain qu'ici les choses se présentent beaucoup mieux. Dans d'immenses salles où des cuves à vin sont incrustées dans les murs, mais suffisamment claires et aérées, il sera facile d'installer les sections de la compagnie. Il y a de la place pour les bureaux, les magasins et la popote ; un auvent servira d'abri à la cuisine, les véhicules pourront se garer dans la cour. Un seul inconvénient : tout cet ensemble couvre un espace immense et je songe avec terreur au nombre des gardes et des rondes qu'il va falloir assurer chaque jour et surtout chaque nuit...

Pour la première de ces nuits, j'ai eu la chance de pouvoir dormir dans mon lit, c'est-à-dire sur une paillasse posée à même le sol avec une couverture et ma capote roulée en guise d'oreiller. Dans ma prochaine lettre je parlerai de ces détails à ma mère en lui laissant entendre qu'un matelas pneumatique... Les brigadiers-chefs et les plus jeunes sous-officiers couchent avec leurs hommes et, au mieux, réussissent à se ménager un petit coin à l'écart, un peu comme les surveillants dans un dortoir de collège. Je me suis éveillé ce matin avec les reins un peu raides mais reposé quand même. Ceux qui nous ont précédés ont laissé sur place « comme matériel de secteur », a déclaré l'adjudant, de curieux petits appareils appelés pompeusement « lavabos de campagne », mais qui, s'ils ne sont pas très beaux, rendent bien service. Et l'eau ne semble pas faire défaut.

Ce qui me frappe le plus dans mes premiers contacts avec ce morceau de terre algérienne, c'est l'odeur des orangers, à la fois discrète et pénétrante, qui est partout, qui imprègne tout. Il est vrai que les plantations s'étendent à perte de vue, de part et d'autre de la ferme. Orangers, géraniums. En ce qui ▶

certains écrivent chez eux, pour demander qu'on leur expédie les armes refusées ici.


L'heure du courrier. Magie pure. Il n'y a qu'à parcourir des yeux, et soudain, il n'y a plus d'Algérie...


La bonne vie, quoi ! En short, torse nu au soleil et, à portée de la main, des oranges. Photo (bon) souvenir...


L'intendance suit et le moral reste au beau fixe, ici.

concerne ces derniers, j'apprendrai bientôt qu'on les cultive non seulement pour l'agrément et le décor, mais aussi pour les distiller et en faire de l'essence pour parfums. C'est sans doute pour cela qu'on aperçoit, dans une des cours, une suite de vastes appareils qui ressemblent à des alambics.

De nombreux ouvriers musulmans vont et viennent, travaillent dans les champs, arrosent, soignent les bêtes. Ils nous regardent sans hostilité et les vieux disent « bonjour » ou font de la main une espèce de salut militaire. Il me semble que les jeunes sont plus réticents et que — mais c'est peut-être une illusion — certains détournent volontiers la tête quand ils nous rencontrent.

Les propriétaires et leurs employés européens — il y en a quelques-uns — ne cachent pas leur satisfaction de nous voir là. Leur accueil est sans réticence et ils font de leur mieux pour nous donner ce qui nous manque. Grangier, qui est logé avec « l'état-major » (c'est lui qui parle) dans une ferme voisine, m'a dit, quand il est venu, en fin de matinée, avec le commandant :

— Chez nous aussi ils sont contents de nous voir. Mais à condition que ça ne les dérange pas trop. Il a fallu que le vieux (il s'agit du commandant) se fâche pour obtenir de la place pour tout le monde. Mais d'ici à quelques jours, je crois que ça ira.

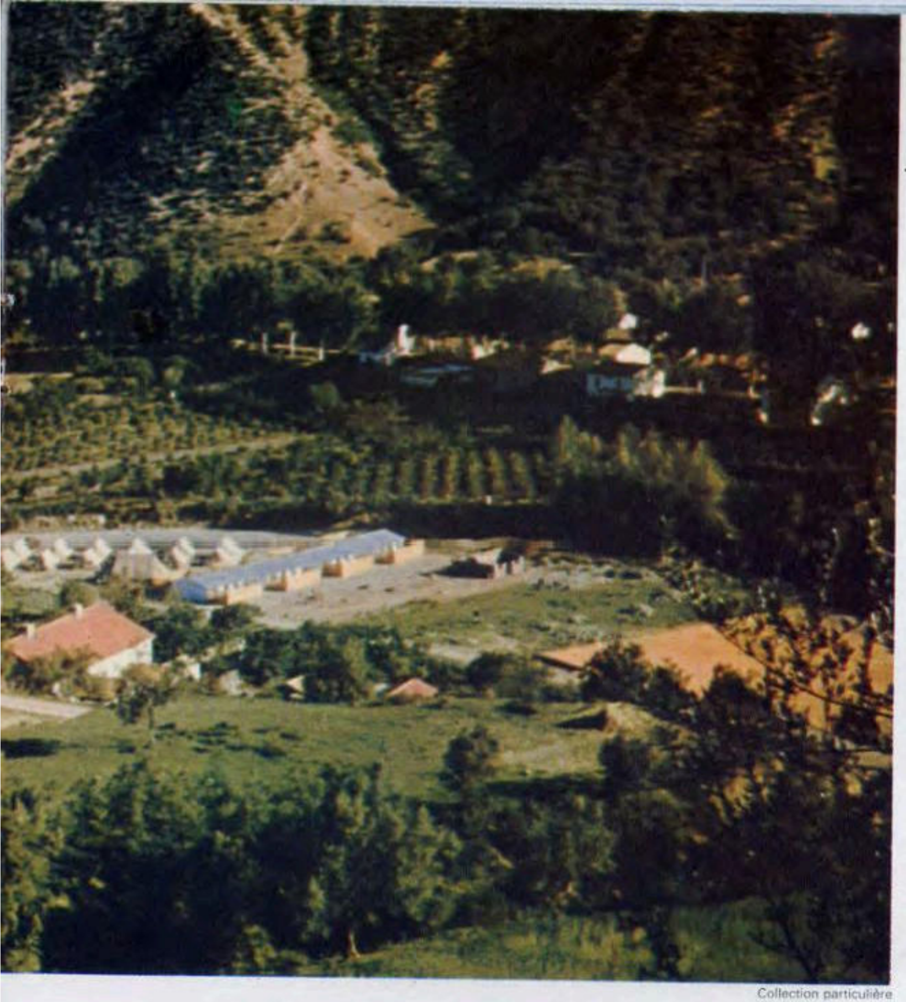
Au fond, tout est là : il faut que nous nous habituions les uns aux autres. La situation n'est drôle ni pour eux ni pour nous. Et il y a des esprits chagrins et de mauvais coucheurs partout. Grangier et moi — et les autres — aimerions mieux être chez nous, dans nos magasins ou nos fermes, à nous occuper de nos affaires. Les colons préféreraient certainement vivre et travailler dans des conditions autres que celles qui leur sont faites pour le moment. Il doit y avoir moyen de s'entendre.

Ce qui, pour le moment, semble préoccuper par-dessus tout le commandement, c'est la crainte des pertes ou des vols d'armes. Cela devient une véritable hantise et se traduit par une foule de prescriptions aussi minutieuses que sévères qui, chaque jour, nous sont lues et commentées au rapport par l'adjudant Jallat. Il paraît que, jusqu'à présent, c'est nous, c'est-à-dire les troupes en Algérie, qui avons fourni aux rebelles le plus clair de leur armement. Pour éviter semblable état de choses, les armes doivent être rassemblées et cadenassées dans un local spécial, lui-même fermé à clé ; les hommes de garde doivent avoir leur fusil ou leur pistolet attaché au poignet par une chaîne ; les munitions ne sont distribuées qu'au compte-gouttes et c'est tout juste si on ne vous demande pas un reçu. Bref, les mesures prescrites sont si rigoureuses que, si elles étaient appliquées intégralement, cela reviendrait presque à nous mettre dans l'impossibilité de nous servir de nos armes en cas de besoin.



Les colis de métropole seront ouverts

Mais même dans la mesure où elles ont été appliquées, ces dispositions ont eu pour premier résultat de porter un coup au moral, assez sensible, des rappelés. Certains ont fait part de leurs doléances à leurs chefs, d'autres ont trouvé plus expédient d'écrire chez eux pour demander qu'on leur envoyât les armes qu'on leur refusait ici. Il est certain que quelqu'un s'est ému de cette dernière initiative car nous avons été prévenus qu'il était formellement interdit de se faire expédier des armes et que, pour éviter les infractions à cette règle, les colis venant de métropole seraient ouverts avant que d'être distribués. Cependant, les réclamations et les demandes d'armes ont abouti au résultat recherché. Les premières mesures ont été adoucies et nous avons pu disposer de nos armes dans des conditions à peu près normales. D'ailleurs, tous les officiers de la compagnie étaient d'accord pour reconnaître que ces décisions étaient trop strictes et avaient été prises par des



◀ Une S.A.S. au pied du djebel. Pour le « képi bleu » il va falloir ramener à la France des populations que le F.L.N. a administrativement coupées d'elle afin d'y implanter sa propre organisation. Pour le S.A.S., c'est un lent cheminement. En dépit de la terreur que le F.L.N. fait peser sur les bleds, il arrive que, des villages se rallient. Pour le S.A.S., un grand jour.

Collection particulière

gens qui, comme dit le lieutenant Pascaud, n'ont pas les pieds sur terre.

Quoi qu'il en soit et nonobstant tous ces remous au sujet des armes, j'ai pris hier mon premier tour de garde de nuit aux abords de la ferme en qualité de chef de poste. Quelques instants auparavant, le capitaine nous avait réunis.

— Je n'ai pas l'intention de vous effrayer, nous a-t-il dit en substance, mais je ne saurais trop vous conseiller d'ouvrir l'œil et le bon. Il y a, à proximité immédiate de la ferme, une tribu qui compte paraît-il 3 000 ou 4 000 membres. Jusqu'à présent ils n'ont pas bougé, mais ce n'est pas une raison suffisante pour que l'on ait confiance en eux. Le couvre-feu est établi entre 21 heures et 5 heures ; donc, personne ne doit circuler, et quiconque le fait est à considérer comme suspect et à traiter en conséquence. Attention, cependant, à nos propres patrouilles ou à celles des voisins qui peuvent se promener dans les environs ! Vous serez prévenus des heures de passage et des moyens de les reconnaître. Quoi qu'il arrive, restez calmes et ne tirez pas à propos de tout et de rien.

Ces derniers mots avaient mis le comble à notre inquiétude. A tort ou à raison, ils nous faisaient craindre un danger beaucoup plus réel que ne l'avait laissé entrevoir le capitaine, et si son intention avait été de stimuler notre vigilance, il pouvait être tranquille : nous ne risquions pas d'être trouvés endormis à notre poste.

La première partie de la nuit se passa bien. Par excès de prudence, j'allais moi-même, toutes les deux heures, relever les sentinelles et nous revenions en échangeant à voix basse nos impressions. Le ciel était clair et le silence, que troublaient seuls, par instants, les aboiements des chiens du douar voisin, s'étendait autour de nous.

En dansant à l'intérieur de la plantation

Il était 2 heures et je revenais au poste avec Gardan, du 1er groupe, quand se produisit l'incident qui, sur le moment, nous troubla fort, pour ne pas dire plus. A une centaine de mètres de nous, sur la droite, venait d'apparaître une lumière — très vraisemblablement une lanterne — et celle-ci se déplaçait en dansant à l'intérieur de la plantation d'orangers. J'entendis un bruit sec : c'était Gardan qui venait d'armer sa mitraillette.

— Ne tire pas ! lui soufflai-je. D'abord, tu es trop loin pour pouvoir l'atteindre et ensuite, un individu qui aurait de mauvaises intentions ne viendrait sans doute pas vers nous avec une lanterne.

Comme un ruisseau

Ces arguments firent impression sur Gardan qui murmura :

— Alors, qu'est-ce qu'on fait ?

— Reste ici deux minutes et ne perds pas la lumière de vue. Le poste est à moins de cinquante mètres, je vais chercher trois ou quatre gars et nous irons voir de quoi il s'agit.

— D'accord, mais grouille-toi !

J'étais très fier de cette solution qui sauvait tout : mon autorité et... mon inquiétude. Personne ne pourrait s'étonner de notre intention d'aller sur place, et en force, vérifier quelque chose d'anormal.

Quand je revins près de Gardan avec le « renfort », il me dit, en étendant machinalement la main :

— Elle est toujours là.

Je répartis mes hommes de chaque côté de moi, en essayant de me rappeler les conseils de l'adjudant pendant la séance d'instruction de l'après-midi, et nous partîmes. Nous marchions dans un silence impressionnant, le doigt sur la détente de nos armes. La lumière se rapprochait et, arrivés à quelques dizaines de mètres, nous pûmes nous rendre compte qu'il s'agissait d'un individu qui, une lanterne accrochée à la ceinture et armé d'un outil, semblait travailler la terre. En même temps, nous entendîmes un bruit d'eau, comme si un ruisseau eût coulé à proximité.

Quand il nous vit, l'homme fut saisi d'une peur affreuse. Il jeta son outil et leva les bras en l'air. Je m'approchai et lui fis signe de nous suivre, ce qu'il exé- ▶

Serge Berthoud



◀ En opération. Parfois, le rebelle ne recherche pas le combat. Le plus souvent, trop faible en hommes et en armes, il décroche. Parfois, c'est l'embuscade. Au fond d'un oued, sur un sentier, à flanc de ravin. Le drame...

et soudain l'arroseur risque d'être "arrosé"

cuta sans difficulté, encadré par quatre gars qui n'étaient pas d'humeur à plaisanter. Et c'est dans cet arroi que nous atteignîmes le poste, éclairés par la lanterne de notre prisonnier qui était restée allumée.

Arrivé là, notre homme se mit à parler avec volubilité en ponctuant ses phrases de grands gestes et, au bout d'un moment, il sortit de sa poche un morceau de carton qu'il me tendit. C'était une « carte d'arrosage » établie par la mairie, portant visa de l'autorité militaire et copieusement couverte de cachets, comme il se doit. L'intéressé était autorisé à circuler de nuit, pour les besoins de l'irrigation, sous réserve de porter en permanence une lanterne allumée. On ne saurait penser à tout et, dans la transmission des consignes, mon prédécesseur avait oublié les cartes d'arrosage, si toutefois il était au courant de ce détail. Nous relâchâmes notre homme, apparemment heureux d'en être quitte à si bon compte. Mais, en allant relever la sentinelle, deux heures plus tard, je n'ai pas revu la petite lumière en direction des orangers.

Le malheureux risquait sa vie pour presque rien

Le lendemain, le lieutenant Pascaud, mis au courant, s'est légèrement moqué de nous, mais il a ajouté :

— En Indochine aussi, il y avait des incidents de cette nature, Pour y remédier dans la mesure du possible, nous avions obligé les Vietnamiens à chanter. On pourrait faire la même chose ici. Quel âge avait votre arroseur de cette nuit ?

— Je ne sais pas. Il nous a paru bien jeune.

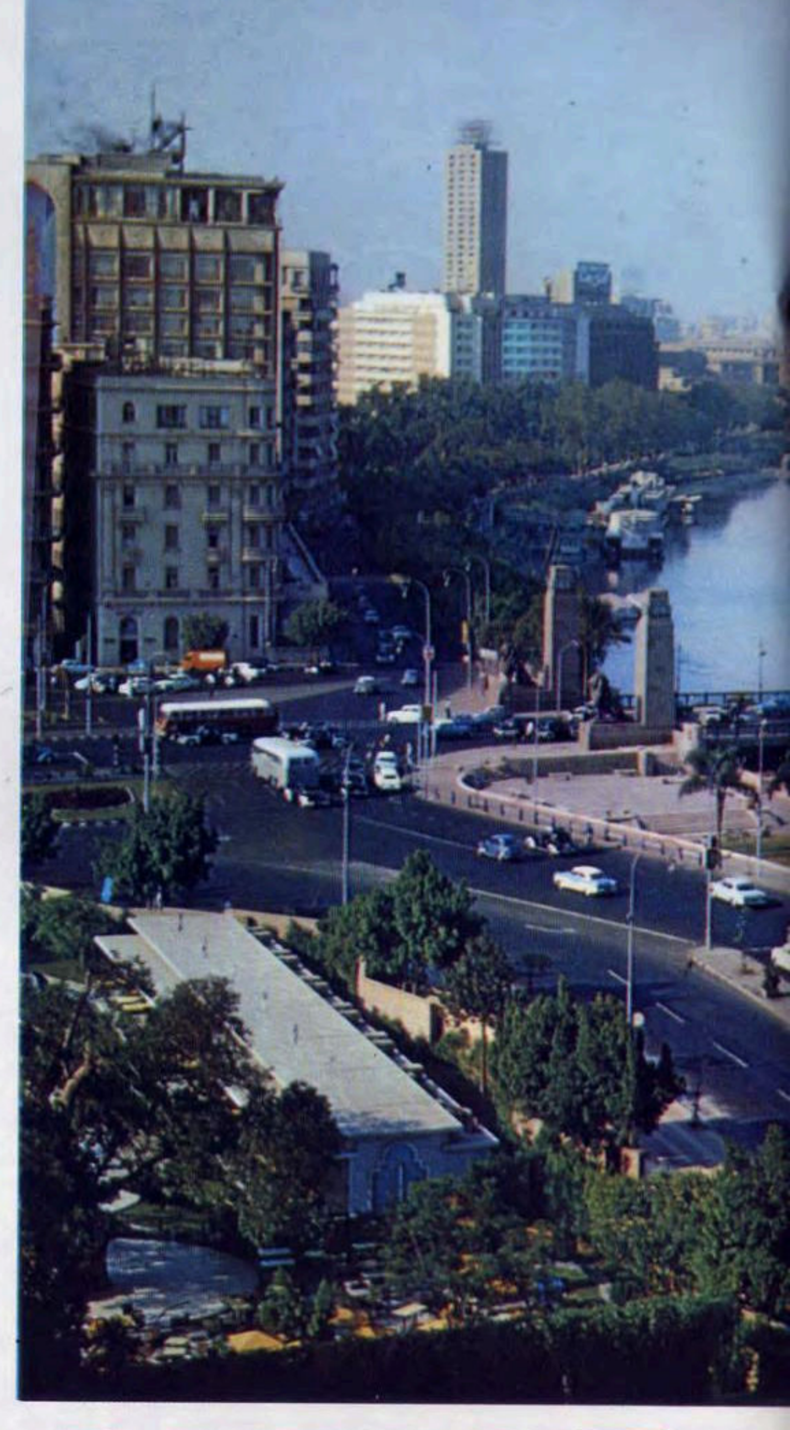
— Alors le malheureux risquait sa vie pour pas grand-chose. Savez-vous combien sont payés les jeunes gens qui travaillent à l'arrosage, d'après le tarif officiel ?

Et comme nous restions sans répondre :

— 260 francs par nuit ou par jour, indifféremment. Ils préfèrent d'ailleurs le travail de nuit car celles-ci sont courtes alors que le jour commence vers 5 heures pour finir vers 21 heures. Il est vrai, conclut-il, que le travail n'est pas très fatigant, mais tout de même...

En attendant, quelques jours plus tard, on nous a lu au rapport une note de service intitulée « arroseurs nocturnes » et qui précisait la conduite à tenir quand une ronde ou une patrouille se trouvait en face de l'un d'eux. H

André MONTAGNON



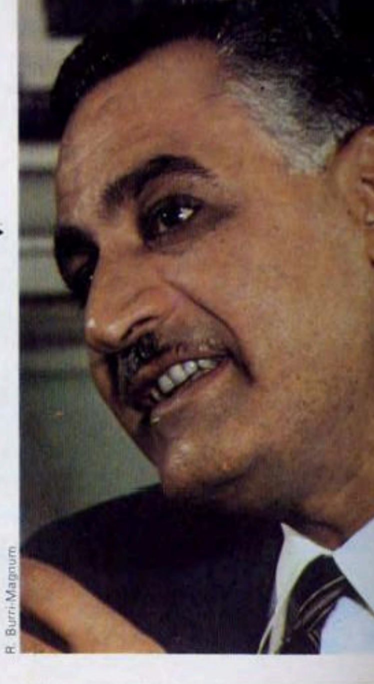
L'ALGÉRI

Le Caire, capitale de Nasser. C'est au bord du Nil que la rébellion va, à l'extérieur des frontières, prendre son véritable essor, à partir de novembre 1954. C'est au Caire que s'installera la délégation algérienne et que commenceront, en 1956, à se profiler les premiers nuages entre les envoyés de l'intérieur et Ben Bella, considéré alors, par l'opinion publique, comme le leader incontesté.

L'ANNÉE 1955 avait été, pour Ben Bella, celle des déplacements incessants en Libye, en Espagne, au Maroc, pour organiser la « logistique extérieure » de l'Armée de libération nationale algérienne. L'année 1956 sera celle du travail d'organisation dans la capitale égyptienne.

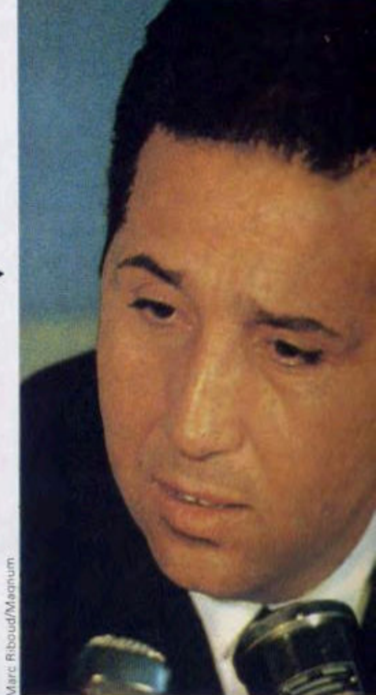
A partir du mois de janvier, le leader F.L.N., qui a abandonné ses pseudonymes d' « Ahmed » ou de « Messaoud », pour se présenter partout sous son vrai nom, mène une vie assez régulière. Il quitte tôt, le matin, sa chambre de l'hôtel Minerva et gagne, à pied, le « Comité de libération de l'Afrique du Nord »

Photo Wagret-Fotogram



Nasser. Le Raïs, ▶ le « grand frère », l'hôte de tous les dissidents du Maghreb. Une entente immédiate, instinctive, rapprochera Nasser de Ben Bella. Mais il fut plus prodigue de conseils que d'argent.

R. Burri-Magnum



Ben Bella. ▶ L'homme le plus en vue parmi les Algériens du Caire. Par-dessus les frontières, il poursuivra avec les Kabyles, Krim, Abane, Ben M'Hidi, une querelle pour la course au pouvoir.

Marc Riboud/Magnum

E EST EN ÉGYPTE

(C.L.A.N.) qui siège au 32, rue Abdel-khalek-Sarouat. Il grimpe, d'un pas rapide, l'escalier poussiéreux et ouvre, au troisième étage, la porte de l'appartement dans lequel les représentants de chacun des pays maghrébins — Allal el-Fassi pour le Maroc, Ibrahim Tobbal pour la Tunisie — occupent une petite pièce.

Au sein de la délégation algérienne, les leaders sont, au début de 1956, peu nombreux. Boudiaf soigne sa tuberculose à Madrid et Aït Ahmed suit, à New York, les travaux des Nations unies. Ben Bella retrouve Khider autour d'une modeste table face à un mur blanc où le drapeau algérien et le portrait de l'émir Abd el-Kader trônent sous les lettres stylisées d'un verset du Coran.

A peine arrivé, il se met à téléphoner. « Quand il est là, se plaint Khider, le 458-94 (c'est le numéro du « bureau du Maghreb ») est toujours occupé. »

Les " deux moustachus "

Le repas — un plat de riz à prix modique au restaurant voisin « Le Bambou » — est, en général, frugal. Ce n'est que de temps en temps que Ben Bella se rend dans un restaurant plus huppé, « Chez Laras », où l'on peut « améliorer l'ordinaire » selon la formule employée par l'ancien adjudant-chef, qui n'a pas oublié le vocabulaire en usage dans l'armée française.

Après le « petit café bien sucré », Ben Bella repasse à son bureau, puis disparaît pour de mystérieuses conversations avec « des correspondants » — en fait, des intermédiaires qui s'occupent de l'achat et du transport des armes. Quelquefois, il annonce à Khider : « Aujourd'hui, je vais voir mes deux moustachus. »

Les « deux moustachus », ce sont les majors Fathi ed-Dib et son adjoint, So- ▶



◀ Un convoi d'armes intercepté du côté de la frontière marocaine. Ces armes, qui resteront pour les rebelles un souci constant. Ben Bella, au Caire, va se débattre pendant plus d'un an pour en obtenir et les faire passer en contrebande.

Coll. Palacio



liman Ezzat, qui dirigent, depuis 1952, la section « Maghreb » des services spéciaux égyptiens. Leur rang, dans la hiérarchie des services secrets, est élevé, et l'amitié personnelle que leur porte Nasser en fait de puissants personnages.

En 1953, Fathi ed-Dib et Soliman Ezzat ne croyaient pas aux chances d'une insurrection nationaliste en Algérie. Ils s'intéressaient surtout au Maroc et aux officiers marocains en stage dans les académies égyptiennes. C'est même en qualité de spécialistes des questions chérifiennes qu'ils rencontrèrent pour la première fois Ben Bella, natif de Marnia, à la frontière algéro-marocaine, et ancien sous-officier dans un régiment de tirailleurs marocains.



Les grottes. ▶ On comparait l'Algérie à un gruyère. Tous les trous que le F.L.N. a pu faire pour se ménager des caches ou planquer des armes. Il arrivait à une patrouille de marcher dans la ruelle d'un village, sans se rendre compte qu'elle marchait sur une cache.

Coll. Palacio

" Option youssefiste "

Après le 1er novembre 1954, Ben Bella établit des rapports étroits avec les « deux moustachus », qui lui procurent facilement les faux passeports, les titres de transport, les fonds et les facilités diverses dont ses agents et fournisseurs d'armes ont besoin. Quand il veut leur demander assistance, il va les voir directement dans leur bureau — installé dans une aile d'un bâtiment où sont groupés, place de la Libération, certains services de la présidence. Le « troisième homme » de l'entretien est souvent un Egyptien d'origine soudanaise, Brahim Niyal, représentant au Caire de fabricants d'armes européens et grand expert du commerce plus ou moins licite de matériel de guerre entre l'Europe et le monde arabe.

Grâce à Fathi ed-Dib et à Soliman Ezzat, Ben Bella réussit, au début de janvier, une opération importante. Il fait acheminer vers l'Aurès, *via* Ghadamès, en Libye, et Biskra, un gros stock d'armes en bon état, encore que composites.

Les activités « militaires » et les activités politiques de Ben Bella, cependant, se rejoignent de plus en plus, d'autant qu'en ce mois de janvier 1956, l'affaire « Ben Youssef » pose en termes nouveaux aux dirigeants algériens du Caire toute la question des liaisons avec les nationalistes tunisiens.

La « crise youssefiste » a commencé, en avril 1955, lorsque, à la conférence afro-asiatique de Bandoeng, le secrétaire général adjoint du Néo-Destour tunisien, Salah Ben Youssef, a qualifié de « trahison » les accords conclus entre Habib Bourguiba et le chef du gouvernement français, Edgar Faure.

L'ancien dauphin de Bourguiba, exclu du Néo-Destour, s'est alors rendu au Caire. Il déclare que six cents fellaghas tunisiens, qui ont refusé d'accepter les



◀ Autre convoi d'armes, saisi en Oranie. Elles circulaient à dos de mulets. Ben Bella, pour obtenir ces armes, fera appel à un Égyptien originaire du Soudan, Brahim Niyal, qui représente, dans la capitale égyptienne, des fabricants européens et qui pratique un commerce plus ou moins avoué entre l'Europe et les pays du monde arabe.

Coll. Palacio

Caire pour expliquer à "ceux de l'extérieur" la thèse de l'intérieur



Reveillère

La frontière tunisienne. Pendant longtemps, les passages d'armes seront rares, et quand il y en aura, le barrage électrifié les attendra.

accords Bourguiba-Faure, poursuivent le combat contre les Français dans la région des Matmata, avec l'aide de certaines tribus du Sud, et il propose au F.L.N. de coordonner leur lutte avec celle des Algériens.

Ben Bella insiste pour que cette suggestion soit acceptée. Ses raisons sont à la fois politiques et personnelles. C'est, en effet, dans le camp des « youssefistes » que se trouvent ses meilleurs amis tunisiens : Ibrahim Tobbal, Azzedine Azour, Abdelaziz Chouchene, le pourvoyeur d'armes qui lui a sauvé la vie l'année précédente, lorsqu'il a failli être assassiné à Tripoli, à l'hôtel Excelsior.

L' « option youssefiste » du leader algérien est fortement appuyée par Nasser lui-même, qui a toujours éprouvé envers Bourguiba la plus profonde antipathie. (« Les deux présidents sont *huma zayy ad dara'ir,* comme les deux épouses d'un même homme », disent les diplomates en poste au Caire pour caractériser l'incompatibilité d'humeur entre le dirigeant égyptien et le dirigeant tunisien).

Finalement, un arrangement discret est conclu, sous l'égide de Fathi ed-Dib, entre le F.L.N. du Caire et les « youssefistes ». Ceux-ci reçoivent l'assistance de quelques spécialistes militaires algériens et remettent au F.L.N. une partie de leur matériel de guerre.

Ces accords sont cependant critiqués, à Alger, par Abane et, au Caire même, par Ben M'Hidi. Celui-ci abandonnant pour quelque temps son P.C. de Nador et laissant le commandement du F.L.N. d'Oranie à son lieutenant Boussouf, est arrivé dans la capitale égyptienne, bien décidé à faire connaître très fermement à « ceux de l'extérieur » le point de vue de la petite équipe qui dirige effectivement, à l'intérieur des frontières de l'Algérie, le combat du F.L.N.

Il ne se montre pas moins sévère que Ben Bella envers Bourguiba, mais il estime que ce serait, pour le F.L.N., une erreur tactique que de jouer à fond la carte de Salah Ben Youssef alors que Bourguiba sera bientôt le maître de la Tunisie.

Il signale que la direction F.L.N. d'Alger, plus souple que celle du Caire, a « pris ses précautions » en envoyant deux émissaires — Mohamed Lebjaoui et Ahmed Taleb — prendre langue, à Paris, grâce au représentant de l'Istiqlal marocain, Abderrahim Bouabid, avec le chef du Néo-Destour. Il ajoute que Bourguiba et son *brain trust* (Bahi Ladgham, Mongi Slim, Mohamed Masmoudi et Bachir Ben Yahmed) ont réservé le meilleur accueil aux envoyés spéciaux algériens.

La conduite à tenir vis-à-vis de Bourguiba et de Salah Ben Youssef n'est cependant pas le seul sujet qui oppose Ben M'Hidi à Ben Bella. Le contentieux entre les deux hommes porte sur deux autres affaires plus cruciales encore : les fournitures d'armes à la résistance intérieure et les structures de direction de la révolution algérienne.

Sur le premier point, Ben M'Hidi atta- ▶



Reveillère

12 avril 56. Dans la capitale égyptienne, le F.L.N. contacte deux envoyés de Mollet

que non seulement Ben Bella, mais toute la « délégation extérieure » du F.L.N. : « La Ligue arabe et les différents pays arabes vous donnent, en moyenne, sept millions de francs par mois. Où passe cet argent ? Les armes que reçoivent de vous les combattants de l'intérieur sont peu nombreuses. Les maquisards des wilayas 2, 3 et 4 se plaignent amèrement. Nous vous avons, Abane et moi-même, adressé trois lettres qui étaient de véritables S.O.S., mais nous n'avons jamais reçu de réponse. »

Face à ce réquisitoire, Ben Bella plaide en soulignant la complexité et les difficultés des problèmes qu'il doit résoudre. « Il n'est pas facile, explique-t-il, de trouver des vendeurs d'armes valables dans un milieu de trafiquants où les truands sont aussi nombreux que les agents infiltrés par les services spéciaux français. Les prix exigés sont, le plus souvent, prohibitifs, si bien que les marchandages — et aussi le contrôle des stocks livrés — prennent beaucoup de temps. L'implantation de plus en plus dense des troupes françaises dans les régions frontalières de l'Algérie complique, d'autre part, la tâche des passeurs, dont beaucoup se font intercepter. Il faut sans cesse trouver de nouvelles pistes, de nouveaux caravaniers. Des relais ont néanmoins été mis en place et ils fonctionneront mieux au cours des prochaines semaines. »

Ben M'Hidi prend acte de cette promesse, mais il soutient que les carences de la « délégation extérieure » rendent nécessaire une réorganisation de la direction de la révolution.

Ben Bella se voit reprocher, en dépit de ses dénégations, une « complaisance excessive » envers ses alliés égyptiens, et notamment Fathi ed-Dib et Soliman Ezzat, ainsi qu'un « autoritarisme permanent » qui le porte à prendre seul des décisions essentielles (par exemple, la condamnation à mort et l'exécution, à Tripoli, d'un Algérien, Saïd Turqui, accusé, trop légèrement, selon de nombreux militants, de « messalisme »). Boudiaf et Aït Ahmed, qui sont revenus au Caire pour participer aux débats, ne sont pas les derniers à formuler leurs griefs contre Ben Bella, car, depuis l'affaire de la « lettre de Mahsas » (1), le torchon brûle entre les « chefs historiques » de l'insurrection.

(1) Il s'agit d'une lettre rédigée par Ali Mahsas, mais inspirée par Ben Bella, qui a été envoyée au chef de la wilaya 1, Chihani Bachir, et qui contient des appréciations sévères sur certains leaders algériens du Caire, dont Aït Ahmed et Khider. Les autorités françaises ont saisi ce document au cours d'une opération militaire, en septembre 1955, et l'ont rendu public, ce qui a provoqué des explications orageuses au sein de la « délégation extérieure » du F.L.N. L'incident a été aplani grâce à l'action conciliatrice d'Ibrahim Tobbal, mais il a laissé des traces.

Les controverses prennent une tournure dramatique lors d'un déjeuner et d'une séance de travail chez Khider, dans l'appartement de la rue Salamuk (quartier de Garden City) que l'ancien député du M.T.L.D. habite avec son beau-frère, Aït Ahmed (les deux leaders, hébergés clandestinement, en 1951, dans la famille d'un notable algérois, ont épousé les deux filles de la maison, et les deux sœurs se sont installées au Caire avec leurs maris). Les oppositions se cristallisent entre Ben Bella et Mahsas, d'une part, Ben M'Hidi, Boudiaf et Aït Ahmed, de l'autre.

Le compromis Khider

Un terrain d'entente est pourtant trouvé, au bout du compte, sur un compromis qui est surtout élaboré par Khider et qui règle, au moins provisoirement, toutes les questions jetées sur le tapis.

La « délégation extérieure » retient l'idée — avancée par Ben M'Hidi — de la création de deux organismes nouveaux. Un Comité central du F.L.N., d'une trentaine de membres, pourrait être constitué lors d'une vaste rencontre secrète de cadres sur le territoire algérien (avec participation des dirigeants de l'extérieur), et il pourrait accueillir en son sein d'anciens « nationalistes modérés » ralliés à la résistance (par exemple les leaders de l'U.D.M.A., Ferhat Abbas et Ahmed Francis ; le chef de l'Association des ulémas Toufik El-Madani et le dirigeant

Une ruelle de Biskra, ▶ celle des artisans du cuir et du cuivre, qui, dans le sud de l'Algérie, sont la plupart du temps de confession israélite. Ils ont conservé leurs coutumes.

◀ Biskra, oasis au sud de l'Aurès, à 128 mètres d'altitude. Elle devient, à partir de 1954, lieu de transit pour les armes qui arrivent de Libye, par la Tunisie, à destination des wilayas.


Bessaquet

1er novembre 1954. Butin de guerre après une opération dans l'Aurès. Cartouches par pleins sacs, grenades quadrillées, armes automatiques et médicaments. ▼


AFP

« centraliste » Ahmed Bouda, qui s'apprêtent d'ailleurs à gagner Le Caire). Au-dessus de ce comité, un Conseil de la révolution, totalement collégial, serait l'instance suprême de la révolution.

Ben M'Hidi admet, quant à lui, que ce conseil pourrait comprendre six dirigeants de l'extérieur (Ben Bella, Boudiaf, Aït Ahmed, Khider, Lamine et Mahsas) et six dirigeants de l'intérieur (Abane et les chefs des cinq wilayas, y compris Krim Belkacem, qui recevrait le titre de chef d'état-major de l'A.L.N.). En ce qui concerne les rapports avec les Tunisiens, il est décidé que le F.L.N. cherchera à utiliser au mieux de ses intérêts le conflit Salah Ben Youssef-Bourguiba, qu'il gardera « un bon contact » avec chacun des adversaires.

Ce jeu de balance avec les Tunisiens sera mené — c'est la troisième décision prise — même si les autorités « pro-youssefistes » du Caire font des objections, car l'Algérie combattante doit affirmer sa totale indépendance vis-à-vis de tous les gouvernements arabes. Les responsables de la résistance algérienne recevront d'ailleurs un rapport de la direction du F.L.N. précisant que « les relations entre Algériens et Egyptiens sont placées sous le signe de la pleine égalité entre les deux parties ». Cette affirmation sera reprise dans un communiqué qu'Abane et Ben M'Hidi doivent faire passer — par Lebjaoui — dans l'hebdomadaire tunisien de Bachir Ben Yahmed, *Action* (le communiqué sera effectivement publié le 16 avril 1956).

Le major Fathi ed-Dib est immédiatement informé de ce raidissement à l'égard des Egyptiens, mais c'est avec le sourire que, à la veille du départ de Ben M'Hidi — qui va regagner Alger, *via* Nador — il conduit le chef de la wilaya 5 et six autres leaders algériens (Ben Bella, Boudiaf, Khider, Aït Ahmed, Lamine et Mahsas) chez le ministre de l'Intérieur de la R.A.U., Zakaria Moheddine. Celui-ci promet d'augmenter l'aide de son pays au F.L.N., tant sur le plan financier que sur le plan de la propagande, notamment à la radio.

Le groupe des Algériens exprime sa satisfaction, mais se montre un peu surpris de cette nouvelle attitude. Ben Bella en comprend mieux les raisons lorsqu'il est reçu personnellement par Nasser, au début de mars, alors qu'il est à nouveau le seul, avec Khider et Lamine, à représenter le F.L.N. au Caire (Ben M'Hidi est retourné en Algérie, Mahsas est en Libye, Boudiaf en Espagne et Aït Ahmed à New York).

Le Raïs explique à son interlocuteur qu'il y a du nouveau du côté de Tunis et de Paris. A son avis, les Français manœuvrent habilement en accordant son indépendance à la Tunisie tout en maintenant dans l'ex-protectorat de fortes positions économiques et stratégiques (ils conservent, outre la base navale de Bizerte, les cinq bases aériennes d'El-Aouina, Sfax, Gafsa, Gabès et Ramada). L'aide de l'armée française va certainement permettre à Bourguiba de liquider assez rapidement les groupes armés « youssefistes » qui n'ont plus le moral pour se battre dès lors que leur pays est devenu indépendant. Le F.L.N. a donc raison de s'adresser au chef du Néo-Destour pour obtenir de lui l'installation, en territoire tunisien, de bases de ravitaillement et de camps d'entraînement pour l'A.L.N., voire des casernes et des dépôts.

L'Egypte, poursuit Nasser, doit soutenir plus discrètement Salah Ben Youssef et réamorcer le dialogue avec Bourguiba, d'autant que le gouvernement français veut ouvrir une négociation secrète avec le F.L.N. et qu'il souhaite bénéficier, dans cette délicate entreprise, de l'appui discret de la Tunisie comme de l'Egypte. Le président égyptien révèle alors à Ben Bella qu'à la suite d'un accord encore confidentiel, entre son ministre des Affaires étrangères, Mahmoud Faouzi, et son homologue français, Christian Pineau, il recevra ce dernier au Caire dans le courant du mois pour discuter avec lui de ces problèmes.

Le " chouchou " de Nasser

Selon lui, il serait souhaitable que le F.L.N. constituât déjà une petite « mission diplomatique » chargée de mener, en étroite liaison avec les autorités du Caire, d'éventuels pourparlers avec les émissaires de Guy Mollet. Lorsque Ben Bella rend compte de cet entretien, lors d'une séance exceptionnelle de la « délégation extérieure » du F.L.N., il parle comme le partenaire privilégié du président égyptien — « le chouchou de Nasser », dit Boudiaf — et comme l'homme d'Etat le mieux placé, de ce fait, pour mener le jeu diplomatique international de « l'Algérie en guerre ». C'est d'ailleurs lui qui fait désigner Khider comme chef de la « mission diplomatique du F.L.N. » qui prendra contact, le 12 avril, au Caire, avec les deux porte-parole du chef du gouvernement français, Joseph Begarra et Georges Gorse.

A cette date, Ben Bella s'impose davantage encore comme le n° 1 du F.L.N. à l'extérieur de l'Algérie en prenant en ▶

les armes de la résistance marocaine

main la question des rapports avec les nouveaux responsables du Maroc (devenu lui aussi indépendant depuis le mois de mars).

Dans ce pays, la situation du roi Mohammed V, rentré d'exil et rétabli sur son trône, n'est pas sans rappeler celle de Bourguiba. Le monarque, en effet, règne, mais ne gouverne pas encore complètement. Si le chef du Néo-Destour se bat contre l'opposition de Salah Ben Youssef, le souverain chérifien cherche, pour sa part, à limiter les pouvoirs des leaders de la résistance, peu enclins à incorporer leurs troupes dans une armée royale de 15 000 hommes essentiellement composée d'anciens soldats de l'armée française.

Un cadeau : l'« Athos »

Ben Bella, qui, en 1955, a étroitement collaboré avec l'avocat tangérois Abderrahmane Yousfi pour fournir simultanément des armes à des réseaux clandestins algériens et tunisiens, entretient les meilleurs rapports avec les dirigeants de la gauche de l'Istiqlal et avec les chefs, istiqlalistes ou non, de l'Armée de libération marocaine : le chirurgien Abdelkrim Khatib, qui est demi-algérien, le « fqih » Mohamed Basri, Mohamed Ben Saïd, Saïd Bouanailat, Ben Hamou, Abbes, Sanhaji, Hajaj, Belhadj et Ahmed Akouliz, dit « Cheikh El-Arab ». Il récupère, grâce à eux, une bonne partie des armes de la résistance marocaine.

Il entre également en relation, grâce au Dr Khatib, apparenté à la famille royale, avec Mohammed V, qu'il rencontre bientôt à Séville. Le souverain, qui, tout comme Bourguiba, ne veut pas se laisser déborder, chez lui, par les nationalistes les plus intransigeants et se faire accuser par eux de tiédeur dans l'aide aux combattants algériens, prend une initiative spectaculaire : il remet au F.L.N. la grosse somme d'argent que vient de lui verser le gouvernement irakien.

A ce cadeau vraiment royal s'en ajoute un autre. Le *Briavals,* un navire que des résistants marocains proches du Palais avaient acheté, en Italie, à son propriétaire anglais pour faire du transport d'armes, est cédé au F.L.N., qui lui donne un nouveau nom : *Athos.*

En juin 1956, Ben Bella rencontre une fois de plus Nasser en présence de l'inévitable major Fathi ed-Dib. Sur ordre du président égyptien, ce dernier s'engage à faire embarquer, à Alexandrie, sur l'*Athos,* dans les semaines suivantes, une importante cargaison d'armes destinée à la base du F.L.N. à Nador. H

Youssef ZERTOUTI



LA FIÈVRE EN ORANIE

Coll. Nougaro



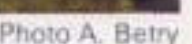


Photo A. Betry



Cinémathèque Gaumont

Oran, dominé par la colline de Santa Cruz. Brusquement, en Oranie, le terrorisme va reprendre et la fièvre politique monter après la mort d'un médecin musulman de Tlemcen, le docteur Benzerdjeb. Les associations politiques de toute tendance vont s'affronter, les unes pour réclamer des mesures restrictives de la liberté individuelle, contenues dans les pouvoirs spéciaux demandés par Lacoste *(ci-dessous à Oran)*, les autres pour demander aux autorités civiles et militaires un surcroît de sécurité. Le préfet Lambert *(en haut)* interdira des routes en Oranie. Bourgès-Maunoury *(ci-dessous, à gauche)*, alors ministre de la Défense nationale, soutiendra la politique des pouvoirs spéciaux.



MONTE AUSSI



Keystone



La vague de terrorisme déclenchée en Oranie et qui commence à déferler sur tout l'Ouest algérien, considéré alors comme « zone de repos » pour permettre à l'Armée de libération nationale de préparer ses passages d'armes et de troupes du Maroc, a pour but essentiel de faire basculer les populations musulmanes dans la rébellion. Ce résultat va être atteint avec le concours des émissions diffusées par *la Voix des Arabes* sur les ondes du Caire. Il s'agit en même temps d'opposer les deux communautés. Le point de départ sera donné, à Tlemcen, par la mort du docteur Benzerdjeb, considéré comme l'un des chefs du F.L.N.

Ce médecin, très connu dans la capitale religieuse algérienne, avait été arrêté vers la mi-janvier 1956. Quelques jours plus tard, une escorte, composée de gendarmes, vint le chercher à la prison de Tlemcen afin de le conduire à Sebdou « pour les besoins de l'instruction ». Sur la route, déclare un rapport officiel,, le docteur Benzerdjeb a tenté de prendre la fuite et ses gardiens, après avoir lancé les sommations d'usage, ont dû faire usage de leurs armes. Le médecin a été tué.

Dès l'annonce de cette nouvelle, une vive agitation règne dans les quartiers arabes et à la médersa. Le Conseil de l'ordre des médecins, qui compte une grande majorité d'Européens, demande une autopsie. Le rapport médico-légal établit que le praticien a été tué de trois balles de pistolet mitrailleur tirées dans le dos. La famille de la victime demande une contre-autopsie, qui confirme les résultats de la première.

Les amis de Benzerdjeb soutiennent que le médecin tlemcénien, de constitution chétive, était dans l'incapacité physique de bousculer trois gendarmes et de les gagner à la course car, blessé dans un accident de voiture, il se déplaçait difficilement. Il était, d'autre part, très myope et quand il jouait aux cartes, chaque soir, au café Gambrinus, sur la ▶

◀ La mairie d'Oran, immortalisée par Camus, à qui les Oranais n'ont pas pardonné de l'avoir décrite comme « une maison prétentieuse ».

autour d'un cadavre : assaut de manifestes de toutes les couleurs.

grand-place de Tlemcen, il était obligé de placer son jeu à cinq centimètres de ses verres, pourtant très épais.

Des émeutes marquent les obsèques du médecin. Des groupes de jeunes étudiants musulmans lapident des villas appartenant à des Européens et ceux-ci veulent réagir. Pour éviter des incidents qui, dans le climat du moment, peuvent avoir des résultats sanglants, M. Blanc, maire socialiste de la ville, réunit les élus et notables de toute appartenance politique et de toute confession. Toutes ces personnalités lancent un appel pressant à leurs concitoyens pour qu'ils gardent leur calme et reprennent leurs activités normales. L'appel s'adresse également aux autorités responsables du maintien de l'ordre, civiles et militaires, pour réduire, puis supprimer totalement les mesures restrictives de la liberté individuelle.

L'Opéra d'Oran, dans le style opulent du XIXe siècle, ▶ colonnades, perron, fronton. Les Oranais sortaient beaucoup le soir et raffolaient de spectacles. L'Opéra était un haut lieu.

Simonet

En même temps, d'autres personnalités du département d'Oran prennent des positions différentes sur la solution du problème algérien. Le mouvement « Fraternité algérienne », qui vient de se créer à Oran et qui compte notamment de nombreux médecins européens, lance le manifeste suivant :

Les deux cents personnes soussignées, sans distinction de race, de religion ni d'opinion politique, convaincues que le problème algérien ne peut recevoir de solution militaire, désireuses de promouvoir un climat de détente et de confiance mutuelle afin de voir l'Algérie se développer dans la liberté, l'égalité et la fraternité, persuadées que seule la longue politique de force pratiquée en Algérie est à l'origine de la violence, déclarent s'engager à agir de toutes les façons qu'elles jugeront bonnes en conscience pour :

1) *mettre fin à la guerre ;*

2) *amener le gouvernement français à entrer au plus tôt en contact avec les représentants authentiques de tous les Algériens, européens et musulmans, afin de trouver une solution rapide et équitable au problème algérien ;*

3) *défendre les droits de l'homme et du citoyen et assurer le respect de la dignité humaine.*

L'association des maires d'Oranie adopte, de son côté, une position opposée et, à l'issue d'une réunion passionnée tenue dans la grande salle de l'hôtel de ville d'Oran, elle vote une motion dont voici l'essentiel :

L'Algérie est, constitutionnellement, partie intégrante de la République française une et indivisible. Elle présente des particularismes propres à chaque communauté locale dont il doit être tenu compte politiquement, économiquement

R. Bail



◀ C'est au cours du Critérium cycliste organisé chaque année avec succès par l'*Écho d'Oran* que le F.L.N. suscitera une manifestation en 1956.



Simonet

◀ **La synagogue d'Oran. Dans le quartier israélite, trois rues aux noms prestigieux : la rue de la Révolution, la rue d'Austerlitz et la rue de Wagram.**

et socialement. Aucune consultation électorale ni aucune refonte institutionnelle ne serait valable et la confiance des populations ne pourrait être retrouvée si l'ordre et la sécurité, qui incombent à l'Etat, n'étaient préalablement rétablis. Ils ne le seront que par une volonté déterminée du gouvernement, par des méthodes mieux adaptées, par la réorganisation des moyens militaires et la disparition de la dualité de commandement militaire et civil, de même que par l'exécution des décisions de justice.

Ayant ainsi répondu au manifeste de « Fraternité algérienne », les maires d'Oranie concluent en affirmant *qu'ils se dresseront résolument contre toute action directe ou indirecte qui tendrait à la sécession de l'Algérie.*

Porteur de cette motion, Fouques-Duparc, député-maire d'Oran, gaulliste de la première heure, colonel d'aviation de réserve, médaille de la Résistance, qui, quelques années plus tôt, avait chassé de l'hôtel de ville la municipalité à direction communiste mais avait intégré dans sa liste les anciens édiles socialistes, se rend à Alger pour élaborer, avec les deux autres associations de l'Algérois et du Constantinois, une motion de synthèse dans le même sens. Avant son départ pour la capitale, il tient à préciser que, chaque fédération de maires ayant déterminé son attitude face aux événements, il appartiendra à l'interfédération d'établir une motion d'accord. Et il ajoute :

« Il est absolument nécessaire qu'en l'absence de toute représentation parlementaire élue les maires d'Algérie démontrent leur unanimité sur le problème de l'heure pour la défense des collectivités dont ils sont les authentiques représentants. Aucune dissidence ne doit se manifester parmi eux pour établir une motion de synthèse. »

Emeutes dans les rues d'Oran

Les autres maires d'Algérie vont adopter la même attitude que leurs homologues de l'Ouest. Mais n'est-il pas trop tard ?

Février 1956 va, en effet, connaître le troisième tournant de ce que l'on commence déjà à appeler « la guerre d'Algérie ». Mettant à profit la « vacance du pouvoir » résultant du départ de Soustelle, le F.L.N. lance un mot d'ordre de grève qui doit perturber sérieusement l'économie algérienne. A Oran, ce sont les dockers, en très grande majorité musulmans et qui constituent un très puissant syndicat affilié à la C.G.T., qui donnent le départ du mouvement, le 2 février, et décident de se rendre en cortège de la ville arabe jusqu'à la préfecture, située dans les bas quartiers européens. La foule qui les accompagne veut tout briser sur son passage. Les ▶

J. Rozelec



Après la mort, à Tlemcen, du docteur Benzerdjeb, des émeutes éclatent un peu partout dans les quartiers musulmans. ▶

Oran : la ville arabe isolée par des barbelés

vitrines des magasins volent en éclats, des voitures sont renversées et incendiées. En ville nouvelle (l'ancien Village nègre), toutes les boutiques ont fermé leurs portes et la population s'est enfermée dans ses logements. Mais les rares Européens qui vivent dans ce quartier (ce sont surtout des Français de confession israélite) verront leurs magasins pillés, surtout les bijouteries et les magasins de vêtements.

Des terrasses partent des coups de feu. Les tirailleurs algériens, qui occupent une caserne située tout près de là, sont consignés dans leurs quartiers, et ce seront les C.R.S. qui devront intervenir. Mais d'autres émeutes ont éclaté dans les autres faubourgs à forte densité musulmane : Lamur, Lyautey, Medioni, etc. En début d'après-midi, les manifestants arrivent à la hauteur de la grande synagogue, continuant à saccager les boutiques et les bars, démolissant les autos, s'acharnant particulièrement sur les magasins appartenant aux israélites. En fin de journée, les émeutiers regagnent leurs quartiers, mais l'agitation devait se poursuivre le lendemain. Un premier bilan donnait un mort, huit blessés, vingt-huit véhicules brûlés ou endommagés, une vingtaine de magasins saccagés et incendiés.



Simonet

Oran, la place de la Poste, avec, au loin, ▶ la basilique de Santa Cruz. En 1832, la ville comptait 3 800 habitants. En 1954, près de 400 000.

Dès lors, la ville arabe va vivre repliée sur elle-même, presque entièrement coupée de la ville européenne par un réseau de barbelés que le préfet d'Oran, Pierre Lambert, a fait établir au débouché de chaque rue. Mais le 27 février, profitant de ce qu'une grande partie des forces de l'ordre a été mobilisée pour assurer la sécurité du Critérium cycliste organisé comme chaque année par *l'Echo d'Oran* — car pour rien au monde les Oranais ne voudraient manquer aux traditions — tous les magasins et cafés de la ville arabe ferment leurs portes sur un mot d'ordre lancé par le F.L.N. à l'occasion des prières de quarantaine à la mémoire du docteur Benzerdjeb. Un gros cortège se forme et se dirige vers un dépôt de matériel des C.R.S., qui est attaqué. Des coups de feu partent des terrasses des maisons musulmanes et les C.R.S. répliquent.

De leur côté, les Européens tentent d'organiser une manifestation. Ils en sont rapidement empêchés par la police d'Etat, dont le commissaire divisionnaire, Hédef, est d'origine kabyle mais de confession catholique.

C'est à cette époque que le mouvement « Volontés algériennes » est créé. En communion d'idées avec le Comité d'entente des anciens combattants et victimes de guerre et avec de très nombreux syndicats professionnels, il lance un appel à tous ceux qui se réclament de la souveraineté française et n'acceptent pas le collège unique pour la constitution d'un front uni de défense et la création d'un comité d'action.

Dès lors, le fossé qui sépare les deux communautés va s'élargir. Robert Lacoste, qui a remplacé Soustelle comme représentant de la France en Algérie, est bien vite préoccupé par cette dégradation de la situation en Oranie que lui a signalée son ami, le préfet Lambert, socialiste S.F.I.O. comme lui. Il se rend à Marnia, la ville natale de Ben Bella, dont le maire, Gerbaud, est également membre du parti socialiste. En hélicoptère, il survole la zone insurrectionnelle de Nédroma et de Nemours où, la veille encore, à Honaïne, un engagement s'est produit entre les forces de l'ordre et deux groupes de l'A.L.N. Au soir de cette journée, il devait rencontrer, à Oran, le vice-président de l'Assemblée algérienne, Mᵉ Ali Chekkal, bâtonnier du barreau de Mascara, qui sera assassiné un an plus tard, à Paris, sur l'ordre de la direction du F.L.N. H

Pierre Tétrel



◀ Dans les ruelles fraîches de Tlemcen, une des plus belles villes d'Algérie, le parfum des fleurs embaume l'air.

Léo PALACIO

CHRONOLOGIE Mai 1956

FRANCE

3 : entretiens Guy Mollet-von Brentano à Paris.
4 : ordre de grève du F.L.N. aux travailleurs algériens en France.
5 : création du Fonds vieillesse.
9 : Maurice Thorez se rallie aux décisions du XXe congrès du parti communiste de l'U.R.S.S.
7-12 : visite du maréchal Tito à Paris.
15-19 : visite de Guy Mollet et Christian Pineau en U.R.S.S.
20 : verdict au procès des fuites.
23 : en désaccord sur la politique algérienne, Mendès-France démissionne du gouvernement.
29 : débat sur l'Algérie au Conseil de la République.
31 : à l'Assemblée nationale, le débat de politique générale est consacré essentiellement à l'Algérie.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

2-3 : émeutes à Marrakech.
5 : accord militaire égypto-jordanien.
8 : manifestation des européens d'Alger contre Robert Lacoste.
12-13 : violents incidents dans le Constantinois.
13 : la France livre 12 « Mystère IV » à Israël.
14 : la nouvelle armée marocaine prête serment à Mohammed V.
16 : l'Égypte reconnaît la Chine populaire.
18 : dix-neuf militaires français massacrés à Palestro.
24 : arrestation à Alger du professeur Mandouze.
25 : visite du roi Fayçal à Rabat.
28 : signature d'une convention diplomatique franco-marocaine.
29 : incidents à la frontière entre Aden et l'Arabie séoudite.

AMÉRIQUE

1er : abolition de la constitution péroniste de 1949.
20 : bombe H larguée d'un bombardier B-52 au-dessus de Bikini.

ASIE

6-7 : conférence indo-pakistanaise sur la migration de la communauté minoritaire hindoue au Pakistan oriental.
9 : accord nippo-philippin sur les réparations.
16 : Syngman Rhee obtient un troisième mandat présidentiel en Corée du Sud.
22 : Nehru propose un plan en cinq points pour un règlement en Algérie.
24 : 2 500e anniversaire de l' « illumination » du Bouddha.
28 : le Pakistan accorde à la compagnie Shell une concession de recherches pétrolières.
30 : petite conférence « de Bandoeng » à Djakarta.

EUROPE

10 : la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance du Maroc et de la Tunisie.
Augmentation du traitement des fonctionnaires espagnols.
13 : élections législatives en Autriche : succès des catholiques.
14 : l'U.R.S.S. réduit les effectifs de ses forces armées.
15 : négociations Faure-Hallstein sur la Sarre.

LA SEMAINE PROCHAINE



LA GROGNE DES RAPPELÉS

Sommaire du n° 215 :

● La saison des rappelés
Quelle pouvait être la réaction de jeunes gens souvent peu entraînés découvrant la guerre révolutionnaire sur un territoire français ? Un ancien officier d'Indochine raconte comment une unité désemparée devient en quelques semaines une unité d'élite.

● Le F.L.N. prend le contrôle de la Casbah
L'arrivée trop lente des renforts permet au F.L.N. de prendre encore de nombreuses initiatives. Il réussira parfaitement à prendre le contrôle de la Casbah d'Alger soit par la terreur, soit par la persuasion. Il va faire, pour quelques mois, de ce quartier de la capitale d'Afrique du Nord, un refuge pour ses cadres et une base pour ses commandos urbains.

● Lacoste-Alger
Le nouveau Résidant se trouve confronté dès son arrivée à des problèmes auxquels il n'avait pas songé. Il va mettre toute sa puissance de travail et toute son autorité au service de cette Algérie qu'il veut sauver.

● La grève des étudiants algériens
Les premiers succès de la rébellion permettent au F.L.N. de faire boule de neige. Le recrutement s'amplifie. Une partie des cadres qui lui font défaut, sera trouvée parmi les étudiants algériens qui poursuivent leurs études dans la métropole ou à Alger.

● Tlemcen
C'est la cité des beaux cavaliers, de l'air et de l'eau, un verger accroché aux flancs de la montagne.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 1er trim. 1972. — N° d'imp. C. 70. Librairie Jules Tallandier, Paris N° 2040.
Directeur responsable de la publication : Maurice DUMONCEL.
N° 214 - 7 février 1972.

POUR MIEUX INFORMER LA METROPOLE SUR LES PROBLEMES ALGERIENS
L'UNION DES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS DE FRANCE OUVRE UNE SOUSCRIPTION
(Voir en page 6)

L'ÉCHO D'ALGER

15 FRANCS

Le plus fort tirage de l'Afrique du Nord — Directeur général : Alain de SERIGNY — Trois éditions quotidiennes

Mardi 13 Mars 1956



A des majorités massives variant de 379 à 416 voix
L'ASSEMBLÉE NATIONALE A VOTÉ LES POUVOIRS SPÉCIAUX POUR L'ALGÉRIE

Le gouvernement a désormais les mains libres pour une politique conforme à l'intérêt national

LE CHOIX DE LA NATION

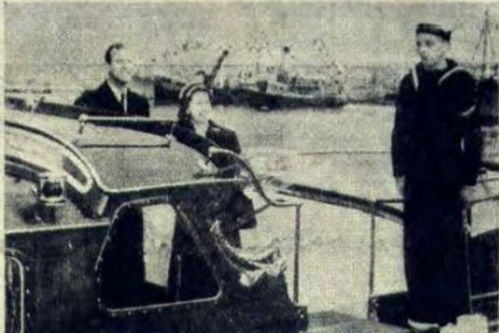
(DE NOTRE REDACTION PARLEMENTAIRE)

SUITE PAGE 4

La manœuvre des communistes (qui ont voté pour) a été déjouée par la ferme attitude de M. Guy MOLLET

Les voix des modérés ont fait contrepoids au "cadeau empoisonné" de M. Duclos

PARIS (A.C.P.). — Ainsi qu'il était prévisible, l'Assemblée nationale a voté, à une large majorité, les pouvoirs spéciaux demandés par le gouvernement pour faire face à la situation en Algérie.



La reine Elizabeth affronte la tempête après avoir reçu les ovations d'Ajaccio

(Photo U. P.)

Intoxication alimentaire massive au lycée franco-musulman *de Ben-Aknoun*

Aucun cas grave n'est signalé mais autos et ambulances ont transporté 141 malades à l'hôpital de Mustapha

ENTRE El-Biar et Ben-Aknoun, à proximité de la Cité universitaire, se dressent les vastes bâtiments le Lycée franco-musulman. Plus de trois cents pensionnaires fréquentent cet établissement aux installations modernes.

Le menu

L'efflux à l'hôpital

SUITE EN PAGE 6

M. Guy MOLLET au déjeuner de la presse étrangère :

L'un des plus solides fondements de la coopération des nations libres est l'entente franco-britannique

Il y aura un plan commun de désarmement

SUITE EN PAGE 4

A son arrivée à Paris :

Les relations franco-britanniques n'ont jamais été meilleures

déclare M. Guy MOLLET

EN AFRIQUE DU NORD

- *Le colonel DUCOURNEAU dirigera l'état-major militaire de M. Robert LACOSTE.*
- *Réunion à Alger de 50 maires de Kabylie.*
- *Le couvre-feu étendu à la commune de L'Alma.*
- *Les rebelles forcent les Kabyles travaillant en métropole à regagner l'Algérie.*
- *Attentat manqué contre un gardien de la paix à BLIDA.*
- *A SOUK-EL-HAAD et près de COURBET, 11 rebelles abattus.*

KABYLIE

- *Dans la région de PALESTRO et près de TIGZIRT, deux convois militaires tombent dans une embuscade : six morts, deux blessés.*
- *19 rebelles abattus à la suite de diverses opérations.*

CONSTANTINOIS

- *L'opération de la ferme Degoul : tournant dans la lutte contre le terrorisme.*
- *GRENADE DANS UN CAFE DU KHROUBS : 12 EUROPEENS BLESSES DONT 5 GRIEVEMENT.*
- *Violent engagement dans l'Aurès : 9 hors-la-loi tués, 26 prisonniers.*

Lire nos informations en pages 12 et 4

Evoluées actuellement à 150 milliards pour 1956

Les dépenses militaires en Algérie ne seront pas financées par l'emprunt

C'EST SUR LE PLAN D'INVESTISSEMENTS QU'IL SERA FAIT APPEL A L'EPARGNE

SUR LE CHEMIN DU RETOUR A PARIS

M. Christian PINEAU rencontre demain au Caire le colonel NASSER

Le ministre français se rendra prochainement en Syrie, au Liban et en Israël

Au Moyen-Orient, la France joue la carte de la paix

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DES OISEAUX



Légers progrès dans les négociations franco-tunisiennes

M. NEHRU en juin à Paris

Un député poujadiste validé sans débat

Les adversaires d'Israël par les accords conclus au Caire ont renforcé leur alliance

MAIS LA COUPURE PARAIT COMPLETE ENTRE L'IRAK ET LES TROIS ETATS ARABES ANTIOCCIDENTAUX

(Photo A.P.)

La Caisse d'amortissement va rembourser 20 milliards à l'Institut d'émission

Après la déclaration commune franco-marocaine

L'ESPAGNE disposée à reconnaître l'indépendance de l'Empire chérifien

Le sultan aurait été invité à conférer avec le général Franco

AU COURS D'UNE ENTREVUE AVEC M. CHAMPEIX

Les fonctionnaires F.O. d'Algérie demandent la fusion des cadres locaux avec ceux de la métropole

EN AUTOMNE PROCHAIN

M. MOLOTOV serait remplacé par M. ZORINE

De nouveaux problèmes pour M. Pineau : M. Bourguiba prend position. « Nous ne pourrons être vraiment heureux — déclare-t-il le 22 mars — que le jour où l'Algérie aura retrouvé sa souveraineté. Il n'est pas concevable en effet que d'un côté le Maroc, de l'autre la Tunisie, puissent jouir de leur indépendance, alors qu'au milieu d'eux l'Algérie reste sous le joug colonialiste. »